

LES MOUCHES ET LES TIGRES

FONCTION, PRATIQUE ET DIALECTIQUE DE LA PURGE DANS LA CHINE DE XI JINPING



LAURENT MALVEZIN
NOTE 84, OCTOBRE 2026



L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées, un centre d'action et une école de formation. Libéral-conservateur, libre et indépendant, il est basé à Paris et Bruxelles.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

91, rue du Faubourg Saint-Honoré
F-75 008 Paris

Bruxelles

Clos des Salanganes, 5
B-1150 Bruxelles

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

LES MOUCHES ET LES TIGRES

FONCTION, PRATIQUE ET DIALECTIQUE DE LA PURGE DANS LA CHINE DE XI JINPING



LAURENT MALVEZIN

NOTE 84, OCTOBRE 2026

Laurent Malvezin est chercheur associé à l'Institut Thomas More. De nationalité française, ancien élève de l'Université de Pékin (1990-1993), il est diplômé de chinois à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO-Paris). Il a commencé sa carrière comme analyste et conseiller Chine au ministère des Armées. Il a ensuite été directeur des études pour l'Asie dans un cabinet de prévention des risques des entreprises françaises et européennes. À partir de 2014, il poursuit cette activité au sein du cabinet Montsalvy Consulting Firm qu'il a créé. En 2013, il est membre fondateur du Cercle K2. Intervenant dans les entreprises et les institutions publiques (École Nationale de la Magistrature ENM, Fondation Bru, IHEDN-ANAJ, INHESJ, etc.), il contribue à des revues spécialisées et publie dans la presse nationale. En mars 2025, il rejoint l'équipe de l'Institut Thomas More pour travailler sur les enjeux politiques et économiques de la montée en puissance de la Chine •

Sommaire

Résumé	6
---------------	----------

Introduction	8
---------------------	----------

Le retour de l'homme fort et du gouvernement par la purge	9
--	----------

La purge dans la transformation des lieux de pouvoir	10
---	-----------

La nouvelle architecture du pouvoir et ses « briques creuses »	10
Deux sous-systèmes à mettre au pas	12
Résilience et mutations	12

Fonction de la purge sous Xi Jinping	14
---	-----------

Le sens de la purge	14
D'une bureaucratie à l'autre	15
Une purge en direct	16
Quand la fusion civilo-militaire génère ses propres purges	16
Bases et sous-bases dans la mosaïque du pouvoir	17
Terreur et télé réalité : la purge comme outil de communication et de représentation	20
Le feuilleton des disparitions	21

Période de succession, de transition ou de transformation du régime ?	23
--	-----------

Convergence des sous-bases militaires, un risque politique majeur	23
De nouvelles branches sur le même arbre malade	24
Le récit de la rectification permanente	24
Mettre le pouvoir en cage	25
Institutionnaliser la purge	26

Mises en perspective	27
-----------------------------	-----------

Redistribution des pouvoirs	28
L'hypothèse Cai Qi	28
Quelle fonction pour la purge entre 2027 et 2032 ?	29
Lorsque la purge sort de sa boîte noire	29
La purge : notre instrument, votre problème	30
Les nouvelles frontières de la gouvernance par la purge	31

Liste des sigles	33
-------------------------	-----------



Résumé

Que disent les purges du système politique chinois ? • Avons-nous vraiment pris la mesure de ce qui s'est joué sous nos yeux entre l'automne 2025 et l'hiver 2026, avec l'éviction successive de onze hauts responsables militaires, dont plusieurs membres ou anciens membres de la Commission militaire centrale ? Afin de bien comprendre d'où viennent ces « purges » et à quoi elles servent, il faut remonter un peu dans le temps. On comprendra mieux que derrière ces campagnes anticorruption incessantes, sans équivalent à cette échelle, apparaît une entreprise permanente de conquête et de conservation du pouvoir, que la seule question de la succession de Xi Jinping ne suffit pas à expliquer. Ces « chutes » ne concernent pas seulement l'armée : elles touchent aussi la hiérarchie civile. Mais, pour suivre concrètement la mécanique de ces purges, nous prendrons comme fil rouge l'éviction, en janvier dernier, des deux derniers généraux siégeant encore à la Commission militaire centrale, Zhang Youxia et Liu Zhenli.

Le gouvernement par la purge • Dès son arrivée au pouvoir, en 2012, Xi Jinping rétablit une figure d'homme fort au sommet du système, en rompant avec la logique post-maoïste de direction collégiale et de succession routinisée. Xi Jinping entreprend également une transformation des lieux de pouvoir eux-mêmes. Il réforme les structures du Parti, de l'État et de l'Armée populaire de libération (APL) afin d'empêcher que des centres d'autorité autonomes ne se reconstituent durablement. À partir de 2015 dans l'APL, puis en 2018 dans le Parti et l'État, les réformes déplacent les centres de décision, renforcent les commissions directement rattachées au Comité central et multiplient les chaînes de surveillance parallèles aux hiérarchies administratives ordinaires. La purge devient ainsi l'un des instruments de cette transformation institutionnelle : elle écarte des hommes, mais permet aussi de défaire les réseaux qui les soutiennent et de recomposer les bureaucraties du Parti et de l'État. La reprise en main commence par deux sous-systèmes particulièrement puissants : les réseaux sécuritaires de Zhou Yongkang, puis le haut commandement militaire associé à Xu Caihou et Guo Boxiong. Leur démantèlement permet au *Centre* de reprendre la main sur les appareils (1). Les évictions de l'hiver 2025-2026 ne sortent pas de nulle part. Elles marquent l'aboutissement d'une transformation engagée plus d'une décennie auparavant.

Xi Jinping face à la mosaïque du pouvoir • Sous Xi Jinping, la purge devient un instrument ordinaire de transformation du système. Elle institutionnalise un mouvement de « rectification permanente ». Elle continue d'éliminer des individus mais elle accompagne aussi les réformes, accélère le renouvellement des élites et maintient les réseaux politiques, économiques et militaires dans un état de recomposition permanente. Cette logique s'étend de la bureaucratie civile à l'APL et au complexe militaro-industriel. Les purges frappent les sous-bases de pouvoir autant que les personnes. Les inspecteurs de la Commission centrale d'inspection de la discipline, qui constitue l'un des principaux instruments de police politique du régime, remontent les réseaux de pouvoir dans les provinces, les entreprises et les filières stratégiques. Enfin, la purge produit un récit autant qu'elle transforme le pouvoir. Le régime met en scène les chutes individuelles, les confessions et les « disparitions », tandis que les luttes de pouvoir et leurs enjeux réels restent largement hors champ. Cette dramaturgie entretient à la fois la crainte à l'intérieur du système et l'opacité pour les observateurs extérieurs.

En route pour le XXI^e Congrès du PCC en octobre 2027 • Le prochain test sera celui de la succession. En 2027 ou en 2032, il ne s'agira pas seulement de choisir un homme, mais de redistribuer les principaux leviers entre le Parti, l'État et l'armée. Une dissociation contrôlée des fonctions – par exemple autour de Cai Qi – permettrait alors de voir si l'architecture construite depuis 2012 peut fonctionner sans rester entièrement confondue avec Xi Jinping. Durant cette phase de transition, l'autorité du *Centre* pourrait se fissurer et les organes disciplinaires cesser d'être un instrument de contrôle unifié pour devenir une ressource dans la compétition entre prétendants. La purge pourrait alors produire l'effet inverse de celui recherché : paralyser les appareils et finir par atteindre ceux-là mêmes qui l'administrent. Si plusieurs centres de pouvoir entraient en concurrence, une crise de succession pourrait se muer en crise de régime.

(1) Par le *Centre*, mis en italique à partir de maintenant dans l'ensemble de la présente étude, nous entendons, au sein du Comité central du Parti, le noyau dirigeant emmené par Xi Jinping ou, si l'on transpose dans notre propre vocabulaire politique, la tête de l'exécutif.



La purge hors de la boîte noire du PCC • Mais cette mécanique ne concerne plus seulement le fonctionnement interne du système politique chinois. L'architecture de contrôle construite sous le second mandat de Xi Jinping pour surveiller les hommes, contenir les nouvelles bases de pouvoir et administrer les rapports de force internes au PCC et dans l'APL, commence aussi à accompagner la projection extérieure de la Chine dans des espaces où elle n'exerce pourtant pas sa souveraineté. Que se passe-t-il lorsque les mécanismes forgés à l'intérieur de la boîte noire du PCC commencent à produire des effets au-delà du territoire chinois ? Ses luttes internes, ses mécanismes d'exclusion et ses instruments de contrôle peuvent-ils se projeter dans les réseaux économiques, technologiques et politiques que Pékin déploie à l'étranger ? Et sous quelles formes : sanctions, restrictions d'accès, pressions sur les entreprises et sur les coopérations ? Le gouvernement par la purge était jusqu'ici un problème de politique intérieure chinoise. À mesure que ses mécanismes de surveillance et d'exclusion accompagnent la projection internationale de la Chine, il devient aussi le nôtre.



Introduction

La purge dans la grande boîte noire du PCC

Si l'on voulait donner tort à un axiome chinois, ce serait probablement celui-ci : « les spectateurs voient plus clairement que les protagonistes eux-mêmes ». Force est de constater que l'analyse distante de la Chine contemporaine ne nous donne aucun avantage dans l'analyse des faits et que seule une poignée d'acteurs, au cœur de l'action, seraient capables de démêler le vrai du faux. Reconnaissons que la Chine a su devenir la puissance qu'elle est aujourd'hui et devenir, concomitamment, la plus grande boîte noire informationnelle mondiale.

Face à elle, l'observateur extérieur est condamné à raisonner par hypothèses, recoupements et éliminations successives. Il avance sans accès direct au mécanisme, en testant patiemment des explications dont beaucoup seront abandonnées. L'exercice peut sembler ingrat, voire spéculatif. À la manière des physiciens qui, depuis les années 1960, ont poursuivi la trace du boson de Higgs avant d'en obtenir la confirmation, l'analyste progresse par tâtonnements, accumule des indices et resserre peu à peu le champ du possible, dans l'attente d'une preuve décisive.

Cependant, en qualifiant de manière indifférenciée de « purge » toute éviction soudaine et rendue publique de hauts responsables politiques ou militaires chinois, l'analyse occidentale se prive d'une analyse du processus de transformation des rapports de force au plus haut sommet du Parti communiste. Elle zoome, toujours et encore, sur les pièces retirées, perdant de vue la transformation de l'échiquier. Si la distance géographique ne fait pas nécessairement un bon poste d'observation du champ de bataille, le temps écoulé permet-il d'y voir plus clair, une fois la poussière retombée ?

En l'espèce, est-il possible de tenter de reconstituer la logique politique des événements qui se sont produits entre le mois d'octobre 2025, avec la révocation inédite de neuf généraux de l'APL, et le mois de janvier 2026 et la chute sensationnelle du vice-président de la Commission militaire centrale (CMC) Zhang Youxia et de Liu Zhenli (1) ? Ou faut-il, comme je l'estime, prendre davantage de recul et identifier au préalable le *momentum* de ces ultimes évictions ?

De quel syndrome politique la multiplication des évictions est-elle le symptôme ? Une succession d'évictions peut signaler des pathologies très différentes : crise de succession, de transition, ou conflit au sommet. À défaut d'informations fiables et vérifiées, nous devons replacer les évictions dans leur contexte général afin de dégager l'hypothèse politique qui les rend cohérentes, puis nous pourrions revenir aux cas particuliers pour la tester et l'éprouver.

(1) « China expels 9 senior officials, former officials from CPC, military », agence Xinhua, 17 octobre 2025, [disponible ici](#), et « China probes senior military officials Zhang Youxia, Liu Zhenli for suspected serious discipline, law violations: defense ministry », agence Xinhua, 24 janvier 2026, [disponible ici](#).

Le retour de l'homme fort et du gouvernement par la purge

Que nous ayons été les témoins, ces derniers mois, d'un conflit au sommet du pouvoir chinois semble le moins que l'on puisse déjà affirmer sans crainte de se tromper. L'idée d'un coup d'État ou plus exactement d'un coup militaire contre le Parti vient immédiatement à l'esprit. Mais elle ne coche pas toutes les cases d'une telle opération. Même un coup avorté laisse généralement des traces de sa phase d'exécution : mouvements de troupes, prise ou neutralisation de centres de commandement et de communication, emploi de moyens militaires ou tentative de contrôle des institutions. Si l'on écarte ce scénario de rupture, nous entrons dans d'autres configurations d'équilibres des pouvoirs et de processus politique. Les prétendues « purges » ont-elles pour objectif de préparer la succession ou de la rendre impossible, au moins à court et moyen terme ? Dit autrement, la Chine est-elle entrée dans une nouvelle période de crise de transition dans laquelle les réseaux factieux se développent ou, au contraire, vient-elle de la clôturer en parachevant leur recombinaison ?

Dans la Chine communiste des années 1950 à 1970 et jusqu'à la mort de Mao Zedong en 1976, la fonction historique de la purge s'est inscrite dans un cycle long de développement et de contraction. Après la prise du pouvoir en 1949, Mao Zedong incarnait le leader suprême qui a mené le Parti à la victoire révolutionnaire. S'est ensuivi une première période d'institutionnalisation du pouvoir communiste, jusqu'en 1959, lorsque la légitimité charismatique et historique du leader Mao a été ébranlée par l'échec désastreux du « Grand Bond en avant ». À partir des années 1960, Mao a dû rivaliser avec des factions organisées en sous-systèmes opposés de pouvoir. Ce factionnalisme culmina avec la « Bande des Quatre », opposée ouvertement à Mao, jusqu'en 1976. Après la succession chaotique de Mao, le PCC cherche des mécanismes de succession, précisément pour éviter le retour d'un homme fort doté de pouvoirs illimités et d'un culte de la personnalité. En 1980, Deng Xiaoping restaure le principe de la direction collégiale, d'une certaine forme de routinisation de la succession et appelle à combattre la concentration excessive du pouvoir ainsi que la permanence indéfinie des dirigeants dans leurs fonctions. Cette institutionnalisation participe aussi à réduire le recours aux purges spectaculaires comme mode de règlement des conflits au sommet.

En 2018, la suppression de la limitation à deux mandats successifs de cinq ans pour le président et le vice-président de la République rompt l'une des principales routines institutionnelles mises en place au début de l'ère post-maoïste. Inscrite dans la Constitution adoptée le 4 décembre 1982, cette règle ne s'appliquait toutefois ni au secrétaire général du PCC ni au président de la CMC. La proposition de sa suppression, rendue publique par le Comité central le 25 février 2018, est adoptée le 11 mars suivant par l'Assemblée nationale populaire (ANP).

Cette révision ne supprime pas une limitation juridique pesant directement sur le pouvoir suprême du secrétaire général. Elle permet cependant de maintenir le cumul des trois fonctions (Parti, armée et État) au-delà de 2023 et marque la rupture la plus visible avec la pratique successorale consolidée sous Jiang Zemin (1992-2002) et Hu Jintao (2002-2012). L'institutionnalisation post-maoïste avait permis au PCC de sortir de l'instabilité de la politique de masse, d'organiser les successions, de renouveler les élites et de limiter l'arbitraire. À la fin de l'ère Hu Jintao, une partie de la direction considérait cependant que cet ordre avait produit ou toléré une fragmentation de l'autorité, la constitution de sous-systèmes clientélistes, ainsi qu'un affaiblissement de la discipline idéologique dans un contexte de rivalité croissante avec les États-Unis.

Xi Jinping répond alors à ce diagnostic en brisant certaines règles de la direction collective. Il veut reconstruire le système autour de la primauté du Parti sur l'appareil d'État, de la centralité du « noyau » dirigeant et d'une mobilisation politique continue, dont la lutte anticorruption est l'un des outils clés. Il réorganise la bureaucratie afin de la replacer sous une instabilité politique permanente et d'empêcher que la spécialisation administrative, les procédures et les intérêts institutionnels ne produisent des centres d'autorité autonomes. Selon lui, le repoussoir majeur est l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Dès les premiers mois de son accession au secrétariat général, Xi Jinping invite les cadres à en tirer les leçons. Dans un discours du 5 janvier 2013, il attribue notamment l'effondrement du PCUS à la désagrégation



idéologique, à l'affaiblissement des organisations du Parti et à la perte de son contrôle sur l'armée (1). La lecture officielle chinoise fait ensuite des réformes de Mikhaïl Gorbatchev l'accélérateur final d'une décomposition déjà avancée (2). L'erreur du PCUS aurait été double : laisser les institutions et les bureaucraties acquérir une existence routinière, détachée de la volonté politique du Parti, puis tenter de résoudre cette sclérose par la libéralisation, la séparation du Parti et de l'État et l'affaiblissement du monopole idéologique. Les cadres soviétiques continuaient à administrer, mais ils ne croyaient plus suffisamment au régime pour le défendre. Ils protégeaient leurs positions et leurs intérêts davantage que la survie du Parti. Pour Xi Jinping, la conclusion est inverse de celle de Gorbatchev : la routinisation bureaucratique ne doit pas être corrigée par le retrait du Parti, mais par sa réintroduction permanente dans l'administration, l'économie, l'armée et la société.

Au cours de son deuxième mandat, en 2018, Xi Jinping, adossé au XIXe Comité central nouvellement élu en octobre 2017, va se donner les moyens humains et organisationnels de poursuivre sa lutte contre les réseaux factieux coupables des dérives identifiées comme menaçant le Parti et sa survie. Or, ces réseaux se satisfont du *statu quo* et ne menacent aucunement le système en place dont ils tirent prestige et revenus depuis les années 1990.

Afin de les déloger de leurs positions, Xi Jinping procède au renouvellement des structures et des lieux de pouvoir et au renforcement du corps des inspecteurs du Parti qui agira pour son compte comme une police politique. Connue sous le nom de « réforme des structures du Parti et de l'État » (3), cette impulsion nouvelle touche aux organes décisionnaires suprêmes du parti, de l'État et de l'appareil militaire. Les purges qui en découlent s'inscrivent dans une reprise en main générale et concernent non seulement les instances militaires, mais aussi l'ensemble du haut appareil dirigeant.

La purge dans la transformation des lieux de pouvoir

La nouvelle architecture du pouvoir et ses « briques creuses »

L'analyse de la politique chinoise demeure encore curieusement personnalisée. Les évictions, les nominations, les carrières et les promotions sont traitées comme si elles contenaient à elles seules l'explication des rapports de pouvoir. Mais le système institutionnel qui les encadre reste souvent à l'arrière-plan. Cette approche surprend d'autant plus que l'expérience soviétique avait familiarisé les observateurs occidentaux avec un système de pouvoir comparable, dans lequel les dirigeants apparaissaient largement comme les produits d'un appareil, d'une ligne et d'une bureaucratie capables de leur survivre. Leur personnalité comptait, mais leur marge d'action dépendait d'abord de la place qu'ils occupaient dans l'architecture institutionnelle, des organes qu'ils contrôlaient et des règles, formelles ou informelles, qui organisaient la circulation du pouvoir.

Pour la Chine, l'analyse continue pourtant de privilégier les trajectoires humaines au détriment des transformations du système. Elle cherche dans les biographies, les proximités personnelles et les filiations de carrière les causes des luttes politiques, alors que celles-ci se jouent aussi dans la création, la suppression ou la réorganisation des organes qui structurent l'autorité politique.

Les réformes institutionnelles et politiques de l'année 2018 viennent éclairer les événements qui se sont succédé jusqu'à aujourd'hui. Parmi les réformes annoncées, les observateurs se sont concentrés sur la suppression de la limitation présidentielle à deux mandats, mesure spectaculaire et immédiatement lisible comme une extension du pouvoir personnel de Xi Jinping (4).

(1) Xi Jinping, discours du 5 janvier 2013 devant les nouveaux membres et membres suppléants du XVIIIe Comité central, cité par Qiu Shi, « 旗帜鲜明反对历史虚无主义 », 8 avril 2021, [disponible ici](#).

(2) Qiu Shi, « 苏联解体：马克思主义意识形态建设上的沉痛教训 », 25 janvier 2018, [disponible ici](#). Le texte souligne que l'URSS était déjà profondément en crise en 1985 puis impute aux réformes de Gorbatchev (« nouvelle pensée », démocratisation, glasnost et pluralisme) l'aggravation décisive de cette crise.

(3) 党和国家机构改革.

(4) Jude Blanchette et Richard McGregor, « China's Looming Succession Crisis. What Will Happen When Xi Is Gone? », *Foreign Affairs*, 20 juillet 2021, [disponible ici](#) et Frédéric Lemaître, « Xi Jinping ou le triomphe de la loi du plus fort », *Le Monde*, 1er juillet 2020, [disponible ici](#).

L'autre versant de cette réorganisation, la réforme des institutions du Parti et de l'État, a reçu une attention bien moindre. Or cette réforme modifie les lieux mêmes où le pouvoir s'exerce et se reproduit. Elle transforme des groupes dirigeants en commissions permanentes, transfère des compétences du gouvernement vers les organes du Parti, réorganise le contrôle des carrières et étend l'appareil disciplinaire à l'ensemble des détenteurs d'un pouvoir public, y compris dans l'APL, engagée depuis 2015 dans une réforme de son propre appareil.

La réforme militaire lancée fin 2015 réorganise quant à elle profondément la CMC et les régions militaires. Parmi les anciens départements généraux, plusieurs fonctions de contrôle sont détachées des chaînes administratives ordinaires et placées directement sous l'autorité centrale, dont la création d'une nouvelle Commission de contrôle de la discipline de la CMC. L'armée conserve ses institutions propres, mais elle est désormais placée sous l'influence de l'organe chargé de la surveiller : le corps des inspecteurs du PCC, la Commission centrale d'inspection de la discipline (CCID).

En 2017, le chef de l'appareil disciplinaire militaire entre lui-même dans la CMC. Zhang Shengmin, secrétaire de la Commission de discipline de la CMC, devient membre de la CMC proprement dite et est promu général en novembre de la même année. En octobre 2025, au terme d'une séquence qui a emporté plusieurs des plus hauts responsables militaires, il est élevé par Xi Jinping à la vice-présidence de la CMC. En juillet 2026, son ancien appareil est confié à Zhang Shuguang, officiellement présenté comme secrétaire de la Commission de discipline de la CMC et directeur de sa Commission de supervision.

Cette promotion traduit la montée en puissance institutionnelle du corps disciplinaire du PCC. La trajectoire de Zhang Shengmin éclaire rétrospectivement son rôle dans la consolidation du pouvoir de Xi Jinping sur l'armée. Là où les responsables des équipements, des forces armées et, finalement, du sommet de la CMC ont été successivement emportés par les purges, le chef de la discipline militaire a traversé indemne cette période trouble et accédé jusqu'à la vice-présidence. La continuité de Zhang Shengmin jusqu'en 2025, puis la succession assurée par Zhang Shuguang, ancien responsable de l'appareil disciplinaire sous son autorité, donnent ainsi l'image d'une chaîne de contrôle restée fidèle au *Centre* au moment même où les autres chaînes de pouvoir de l'APL étaient profondément recomposées. Cette passe d'armes institutionnelle crée dans le même temps une passerelle transverse de commandement entre la CMC et la Commission centrale d'inspection de la discipline du Parti (CCID), toutes deux organes issus du Comité central du PCC. Elle préfigure la mise en place d'un système unifié de contrôle du Parti-État dans les années suivantes. Pour les généraux de l'APL, la transformation engagée depuis 2015 par le Bureau politique (BP) emmené par Xi Jinping poursuit un objectif très clair, celui de briser l'autonomie du haut commandement en introduisant des inspecteurs, perçus comme des agents, par lesquels le *Centre* peut pénétrer les chaînes militaires, contourner leurs solidarités internes et créer une capacité nouvelle de surveillance et de *reporting* sur l'APL qui ne soit plus exclusivement fournie par ses chefs, c'est-à-dire par eux-mêmes.

Durant cette période de transformation rapide des structures de commandement, fidélités et résistances deviennent plus visibles. Les sources militaires chinoises distinguent alors plusieurs attitudes, du soutien actif à l'accommodement passif ou au repli individuel. Dès la réforme de 2015-2016, le *Quotidien* de l'APL oppose ainsi les « briques au cœur rouge » (红心砖), disposées pour être ensuite déplacées selon les besoins de l'organisation, aux « briques creuses » (空心砖), ces cadres qui affichent leur soutien à la réforme mais se montrent passifs dans sa mise en œuvre (1). Mais les nouvelles équipes d'inspection, dépêchées *in situ*, assistent aux réunions de service, consignent leurs échanges et, dans certaines circonstances, peuvent rendre compte directement au président de la CMC, Xi Jinping.

Les réseaux visés menacent les équilibres politiques parce qu'ils tirent leur puissance de la stabilité du sous-système qu'ils ont constitué. La maîtrise des carrières et de la distribution des ressources leur donne une parcelle durable d'autorité qui fragmente celle du *Centre* et peut, à terme, se transformer en foyer autonome de pouvoir. À partir de 2018, ces résistances laissent progressivement place à de véritables stratégies d'adaptation (2). Les réseaux se reconstituent dans les organes créés par la réforme, car ils détiennent encore les pouvoirs de nomination et de promotion au sein du commandement interarmées. En 2025, le *Centre* qualifiera cette capacité de résilience de « fermentation et mutation » du système d'influences des généraux Guo Boxiong et Xu Caihou (voir *infra*).

(1) « 习近平和彭丽媛出席特朗普总统夫妇举行的欢迎国宴 », 81.cn, 6 janvier 2016, [disponible ici](#).

(2) Phillip C. Saunders et Joel Wuthnow, « Assessing Chinese Military Reforms », National Defense University Press, 5 février 2019, [disponible ici](#).



Deux sous-systèmes à mettre au pas

Toutefois, à l'arrivée au pouvoir, en novembre 2012, Xi Jinping a dû affronter un danger plus immédiat, représenté par Zhou Yongkang, membre permanent du Bureau politique, coiffant la Commission centrale des affaires politiques et juridiques, le ministère de la Sécurité publique (MSP), les tribunaux, parquets et, en résumé, l'ensemble de l'appareil sécuritaire du régime. Le « système Zhou », tel qu'il était surnommé, était donc devenu un sous-système au sein du Parti-État.

Dans une dictature militaire ou autoritaire classique, l'armée constitue souvent l'institution suprême du pouvoir (Myanmar ou dans le Pakistan d'Ayub Khan et de Zia-ul-Haq), ou l'arbitre de dernier ressort (en Thaïlande ou en Égypte). Elle détient la force organisée, arbitre les crises de succession et peut déposer son principal dirigeant. Dans un système totalitaire ou léniniste, la hiérarchie est différente. L'armée est tenue hors de toute autonomie politique propre et subordonnée au Parti. Le PCC a progressivement encapsulé ce principe dans la formule devenue canonique de Mao Zedong : « *le Parti commande le fusil, et jamais le fusil ne doit commander le Parti* » (党指挥枪，而决不容许枪指挥党). L'appareil de sécurité intérieure, lui, opère au cœur même du régime. Il surveille les élites, détecte les « déviations », et détient l'essentiel de l'information sensible sur laquelle s'appuie le noyau décisionnel du Parti.

Sa neutralisation constitue dès lors une condition préalable de la reprise en main générale. Avant de pouvoir restaurer son autorité sur les autres corps du Parti-État, dont l'APL, Xi Jinping doit reprendre le contrôle de l'appareil sécuritaire. La chute de Zhou Yongkang, à la fin de l'année 2014, et le démantèlement progressif de ses réseaux territoriaux et économiques restituent au *Centre* une capacité discrétionnaire d'enquête et de coercition. Le 29 juillet 2014, le Comité central annonce officiellement l'ouverture d'une enquête contre Zhou Yongkang. Son exclusion du Parti intervient en décembre de la même année. Entre-temps, le *Centre* a déjà commencé à remonter une autre chaîne, le commandement militaire.

Dans l'APL, l'enquête sur le général Gu Junshan, ancien numéro deux de la logistique militaire, fournit dès 2012-2013 un premier point d'entrée dans les circuits d'achat de postes, d'enrichissement et de protection au sommet. Le 30 juin 2014, soit un mois avant l'annonce officielle de l'enquête contre Zhou Yongkang, Xu Caihou, ancien vice-président de la CMC, est exclu du Parti après avoir été placé sous enquête quelques mois plus tôt. Le 9 avril 2015, le Comité central ouvre à son tour une enquête contre l'autre ancien vice-président de la CMC, Guo Boxiong ; il est exclu du Parti le 30 juillet suivant.

Les deux « traques » se chevauchent, mais elles ne progressent pas indépendamment l'une de l'autre. À mesure que le « système Zhou » se délite, le *Centre* récupère aussi l'accès aux différentes pièces du dossier accumulées par l'appareil qui avait, pendant des années, précisément eu pour fonction de surveiller les hauts cadres, leurs relations et leurs vulnérabilités. Zhou Yongkang avait dirigé, entre 2007 et 2012, l'un des dispositifs de sécurité intérieure les plus puissants qu'ait connus la Chine communiste (1). Son réseau s'étendait en outre au secteur pétrolier, dans les provinces, notamment au Sichuan, jusqu'au sommet du Parti. Sa chute ouvre avec elle des archives du PCC, fait parler des subordonnés et met au jour l'architecture en réseau d'un sous-système devenu largement autonome, une sorte de sous-boîte noire dans la grande boîte noire du PCC.

Résilience et mutations

Après avoir recouvré les leviers majeurs du pouvoir, l'équipe dirigeante peut mettre en place une nouvelle architecture de contrôle du PCC sur tous les grands corps de l'État et du Parti. Dotée d'importants moyens humains et organisationnels, cette recomposition générale remonte jusqu'au sommet de l'APL en 2025-2026. Comme évoqué précédemment, le 25 février 2018, le Comité central rend publique sa proposition de supprimer la limitation à deux mandats successifs du président et du vice-président de la République (2). Du 26 au 28 février, le troisième plénum du XIXe Comité central adopte la décision et le plan de réforme des institutions du Parti et de l'État (3). Le 11 mars, l'ANP révisé la Constitution, supprime

(1) Zhou fut surnommé l'« Edgar Hoover chinois ». Voir Isaac Stone Fish, « The Man Who Wasn't There », *Foreign Policy*, 25 février 2014, [disponible ici](#).

(2) « 为中华民族伟大复兴提供根本法治保障——《中华人民共和国宪法修正案》诞生记 », agence Xinhua, 12 mars 2018, [disponible ici](#).

(3) « 24 小时国内要闻 TOP10: 中共中央关于深化党和国家机构改革的决定 », agence Xinhua, 4 mars 2018, [disponible ici](#).

la limitation des mandats présidentiels et inscrit la Commission nationale de supervision (CNS) dans l'architecture constitutionnelle. Le 20 mars, elle adopte la Loi sur la supervision, qui donne au nouveau dispositif sa base légale et étend son champ à l'ensemble du secteur d'État (1).

De l'extérieur, la création de la CNS et l'adoption d'une loi nationale peuvent donner l'impression d'une juridicisation, voire d'une étatisation de la fonction de contrôle. C'est exactement l'inverse qui se produit. La réforme donne à l'appareil disciplinaire du Parti une enveloppe légale lui permettant d'étendre son emprise à l'ensemble des détenteurs d'une autorité publique. Le tandem CCID-CNS a pour mission de préserver la position centrale de Xi Jinping et l'autorité du Comité central. Il veille à ce que les pouvoirs délégués leur restent subordonnés et ne se transforment pas en autonomies politiques. Les textes consultés précisent que les « affaires importantes » doivent remonter au *Centre*. Non seulement leur résultat, mais aussi leur processus. Aucune opacité n'est plus tolérée (2). Dans l'APL, l'appareil disciplinaire remplit une fonction analogue en veillant à l'effectivité du « système de responsabilité du président de la CMC » (3). En 2019, l'APL explicite les mécanismes destinés à faire respecter ledit système. Bien que les formulations soient intentionnellement allusives et imagées, elles restent assez explicites, même pour un observateur extérieur : « Obéir au Président Xi Jinping, lui rendre des comptes et le rassurer » (听习主席指挥、对习主席负责、让习主席放心) (4).

Dans cette architecture, les organes « disciplinaires » ne constituent plus seulement une police des mœurs et des comportements. Ils constituent une police politique à part entière. Leur fonction consiste désormais à vérifier en permanence que le pouvoir confié aux chefs civils ou militaires reste un pouvoir délégué et ne se transforme pas en base de pouvoir autonome. L'année 2018 marque ainsi le passage d'une campagne de consolidation encore inscrite dans un horizon successoral à une transformation durable de l'architecture du pouvoir au sommet du Parti et de l'establishment civil et militaire. La prolongation du temps politique de Xi Jinping et la réforme des institutions donnent au *Centre* les moyens de poursuivre le démantèlement des réseaux au-delà de leurs figures les plus visibles. En plus de l'attelage CCID-CNS, la réforme met en place de nouveaux instruments de pouvoir. Son plan, publié le 21 mars 2018, transforme quatre anciens « groupes dirigeants restreints » (领导小组) en commissions permanentes du Comité central (5) : la Commission centrale pour l'approfondissement global des réformes, la Commission centrale des finances et de l'économie, la Commission centrale des affaires étrangères et la Commission centrale du cyberspace. Il crée, en outre, deux commissions nouvelles, la Commission centrale pour la gouvernance légale (中央全面依法治国委员会) et la Commission centrale d'audit. Dans les six cas, Xi Jinping en prend personnellement la direction.

Entre le 28 mars et le 24 août de la même année, il préside ou dirige leurs premières réunions, installant ainsi au-dessus des administrations spécialisées une série d'organes transversaux directement rattachés au Comité central. Ces commissions remplissent naturellement leurs missions sectorielles, mais elles constituent aussi autant de nouveaux leviers de pouvoir. En outre, elles permettent au *Centre* de contourner les cloisonnements bureaucratiques, de mettre en concurrence plusieurs sources détentrices d'information et de réexaminer des arbitrages rendus par les ministères. La diplomatie d'État, la politique économique ou l'audit possèdent désormais un étage supérieur placé sous la direction directe du Parti et, dans plusieurs cas, de Xi Jinping en personne.

Cette construction rappelle, par certains de ses effets, le mécanisme décrit par Hannah Arendt pour ce qui concerne les régimes totalitaires du vingtième siècle : la multiplication des organes, le chevauchement des compétences et le déplacement du centre réel du pouvoir entretiennent une instabilité qui empêche les bureaucraties de convertir leurs fonctions en zones de l'entre-soi (6). Bien que donnant l'impression de subir le chaos administratif général qu'il a lui-même créé, le *Centre* pilote une mobilité du pouvoir en dérapage contrôlé. Les institutions demeurent, mais leur centre de gravité peut être déplacé à tout moment. Cette faculté ôte aux appareils rétifs à la « réforme » la possibilité de considérer leurs ressources et leur accès à la décision comme durablement garantis.

(1) « 为中华民族伟大复兴提供根本法治保障——《中华人民共和国宪法修正案》诞生记 », agence Xinhua, *op. cit.*

(2) « 从自行决定到层层报批——坚持和加强党的集中统一领导 », *Zhongguo jijian jiancha*, 18 janvier 2021, [disponible ici](#).

(3) Le « système de responsabilité du président de la CMC » désigne le principe selon lequel l'autorité suprême sur l'APL est concentrée entre les mains du président de la CMC, auquel les organes et commandements doivent directement répondre.

(4) Qian Xiaohu et Han Cheng, « 坚定做到“两个维护”贯彻军委主席负责制 », *China Military Online*, 3 mars 2019, [disponible ici](#).

(5) Comité central du Parti communiste chinois, « 深化党和国家机构改革方案 », agence Xinhua, 21 mars 2018, [disponible ici](#).

(6) Hannah Arendt, « Le système totalitaire », in *Les Origines du totalitarisme*. Eichmann à Jérusalem, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2002.



Dans l'APL, une même dynamique s'enclenche avec la réforme de 2015. Elle supprime les quatre grands départements généraux, remplace les sept régions militaires par cinq théâtres d'opérations et recompose la CMC autour d'un ensemble d'organes directement placés sous son autorité. Discipline, audit, affaires politico-juridiques, travail politique, état-major interarmées et gestion des équipements sont ainsi redistribués dans une architecture qui réduit l'autonomie des anciennes bureaucraties militaires (1).

Comme évoqué plus haut, la création d'une nouvelle Commission de contrôle de la discipline de la CMC, le rattachement direct de l'audit au sommet et l'implantation d'inspecteurs auprès des organes centraux et des théâtres ouvrent de nouveaux canaux qui ne passent plus exclusivement par les chefs militaires et qui remontent directement jusqu'au président de la CMC, Xi Jinping.

La réforme de 2018 complète ce dispositif en rapprochant encore davantage la discipline militaire du système général de supervision du Parti. La Commission disciplinaire de la CMC est associée à une fonction de supervision ; son secrétaire, Zhang Shengmin, siège à la fois à la CMC et dans la direction de la CCID. L'appareil militaire se retrouve ainsi traversé par une chaîne de contrôle qui ne se confond plus avec la chaîne de commandement.

Si les généraux conservent le commandement des forces, ils perdent progressivement le monopole du contrôle des réseaux et des carrières. Comme dans l'appareil civil, le déplacement imprévisible des centres de décision et de surveillance empêche les positions acquises de se figer. Il permet aussi aux enquêtes individuelles, sous des chefs d'accusation divers, de progresser plus rapidement. Cette transformation est précisément le cadre dans lequel se jouent, plusieurs années plus tard, les chutes des généraux Zhang Youxia et Liu Zhenli.

Les évictions de 2025 et 2026 apparaissent ainsi comme l'aboutissement provisoire d'un mouvement engagé bien en amont. La réforme institutionnelle de 2018 avait donné au Parti les moyens de déplacer le contrôle disciplinaire vers l'ensemble des lieux de pouvoir où s'exerce une autorité politique. La « rectification » du haut commandement militaire applique cette même logique au dernier appareil susceptible de conserver ses propres solidarités. La chute des deux derniers généraux montre que l'enquête a fini par atteindre les responsables placés à l'articulation du commandement politique et de la conduite opérationnelle de l'APL (2).

Fonction de la purge sous Xi Jinping

Le sens de la purge

Les « purges » sont aussi un instrument de transformation et de pilotage des « réformes ». Dans la logique du régime, sécurité politique et sécurité économique vont de pair : la stabilité du pouvoir et la durabilité du modèle de développement relèvent d'un même impératif de préservation par le mouvement. À ce titre, les « réformes » jouent dans le domaine économique et institutionnel un rôle comparable à celui des « purges » dans le domaine politique : elles autorisent de vastes recompositions dont la nécessité est posée comme allant de soi et dont les objectifs peuvent être constamment réajustés au gré des contraintes rencontrées, tandis que leur succession est ordonnée par une ingénierie de la planification.

Un même malentendu lexical affecte l'interprétation des deux phénomènes. En français comme en anglais, les « réformes » suggèrent volontiers un ensemble de corrections orientées vers le progrès, donc vers un ordre jugé meilleur. En chinois, les réformes, 改革 (*gǎigé*), désignent d'abord une transformation. Le terme ne porte en lui-même ni promesse de libéralisation ni convergence vers un modèle donné. Bien que le Parti présente volontiers la purge comme une entreprise de « purification », sa fonction ne consiste pas en un quelconque assainissement abstrait du système qui le rendrait meilleur. La purge sélectionne, retranche et réorganise en fonction de ce que le pouvoir considère comme nécessaire à sa

(1) Wang Xinjuan, « China's military reform in past 5 years », Ministry of National Defense of the People's Republic of China, 1er août 2020, [disponible ici](#).

(2) Laurent Malvezin, « Le parti commande le fusil : au sujet des récentes purges au sein de l'APL », *Sources chinoises*, bulletin n°16, mémo 1, 12 février 2026, [disponible ici](#).

survie et à son adaptation. Sous Xi Jinping, renouant à cet égard avec une fonction déjà centrale sous Mao Zedong, les purges écartent les individus et les pratiques qualifiés d'incompatibles avec l'orthodoxie politique du moment, notamment lorsqu'ils sont associés à des formes d'autonomie ou, dans le contexte actuel, à des influences extérieures jugées dangereuses. Les réformes suivent une dynamique parallèle.

La transformation des entreprises d'État (*State-owned enterprises*, SOE), engagée depuis les années 2000, n'a ainsi pas conduit à un retrait continu de l'État ; sous Xi Jinping, elle s'accompagne au contraire d'un renforcement du contrôle public et, plus encore depuis son second mandat, d'une présence accrue du Parti dans leur gouvernance.

Plus le régime se purge et se réforme, plus il consolide une architecture politique dans laquelle le Parti pénètre les institutions, réduit les espaces d'autonomie et resserre les chaînes de responsabilité autour du *Centre*. Cette évolution éloigne progressivement la Chine des modèles libéraux de gouvernement et de société sans pour autant la ramener simplement aux catégories classiques du totalitarisme du vingtième siècle. Elle produit une forme de pouvoir que nos vocabulaires contemporains peinent encore à définir.

L'interprétation de cette évolution est d'autant plus délicate que Pékin la transpose dans un récit qui en requalifie le sens et en inverse la perception. Les purges deviennent la preuve d'un régime capable de se protéger, de corriger ses propres dérives et de défendre ses intérêts contre les influences hostiles, extérieures comme intérieures, et les réformes deviennent l'expression d'une voie chinoise vers la modernisation. Dans ce récit, élimination politique et transformation institutionnelle forment les marques d'un système présenté comme plus ordonné, plus souverain et mieux armé pour durer, jusqu'à offrir une expérience dont d'autres pays pourraient tirer enseignement.

Il ne s'agit donc pas seulement de purger pour purger, mais de purger pour transformer, y compris les perceptions. Reste cependant à donner des éléments de réponse à la question qui suit immédiatement : celle de la sortie de cycle. Si le pouvoir chinois évolue par alternance entre institutionnalisation et personnalisation du pouvoir, et si la période ouverte sous Xi Jinping correspond au retour de l'homme fort, à la recentralisation et à la transformation par la purge, où se situe son point d'arrêt ? À quel moment cette dynamique cessera-t-elle d'être expansive, et qu'est-ce qui lui succédera : une nouvelle phase de stabilisation institutionnelle, une routinisation du pouvoir ou la prolongation indéfinie du mouvement ?

D'une bureaucratie à l'autre

La transformation engagée sous Xi Jinping porte aussi sur les organes chargés de la conduire. Pour démanteler les anciens réseaux et exécuter les réformes structurelles, le *Centre* doit disposer d'une bureaucratie dont la loyauté et les critères de carrière répondent directement au commandement politique. La reprise en main ne pouvait donc s'arrêter aux sommets du Parti, à l'appareil de sécurité ou à l'APL. Elle devait atteindre la fonction publique elle-même. En octobre 2017, le rapport du XIXe Congrès du PCC pose la formule de la réforme politique devenue célèbre : « *Le Parti dirige tout : lui-même, l'État, l'armée, le peuple, l'école, à l'Est, à l'Ouest, du Nord au Sud et au Centre* » (党政军民学，东西南北中，党是领导一切的).

Le basculement intervient au cours de cette année charnière de 2018. La réforme des organes du Parti et de l'État confie au Département de l'Organisation du Comité central la gestion unifiée du fonctionnariat. En mars 2018, les missions de l'École centrale du Parti et de l'Académie nationale d'administration sont réunies au sein d'une même structure (中央党校, 国家行政学院) selon le principe « deux enseignes pour un même organe ». L'institution de la haute administration d'État fusionne avec l'institution politique chargée de former les cadres du Parti, plaçant la première sous l'orbite de la seconde.

La réforme de la fonction publique prolonge ainsi, par des moyens ordinaires, le travail extraordinaire des purges et transforme la politique des ressources humaines en instrument de sécurité politique. La purge demeure un outil discrétionnaire, mais son principe est progressivement incorporé à la gestion quotidienne de la bureaucratie du Parti. Ce mouvement de fusion et d'absorption referme la période durant laquelle la bureaucratie d'État avait pu acquérir une autonomie fonctionnelle croissante à l'égard des organes politiques du Parti. Il lui substitue progressivement une bureaucratie plus étroitement politisée dont le dispositif d'évaluation et de surveillance assume une fonction panoptique : ceux qui exécutent la décision savent que leur carrière, leur comportement et leurs réseaux peuvent être observés à chacune des étapes par des organes relevant d'une même chaîne de commandement politique.



Là où la perestroïka soviétique avait progressivement séparé le Parti de l'État afin de rendre à ce dernier une autonomie politique et juridique, la réforme chinoise de 2018 entreprend le mouvement inverse : elle réincorpore dans le Parti une partie des fonctions que l'institutionnalisation post-maoïste avait progressivement confiées à l'État.

Une purge en direct

Un épisode en clôture du XXe Congrès, le 22 octobre 2022, met en scène publiquement et de manière sidérante ce changement d'ère. Hu Jintao, assis non loin de Xi Jinping, est emmené hors de la salle du Palais du Peuple après avoir manifesté une certaine réticence à quitter son siège. En passant derrière Li Keqiang, son ancien Premier ministre, il pose brièvement la main sur son épaule (1). Les raisons précises de son éviction restent floues mais la scène illustre, volontairement ou non, la transformation accomplie pendant la décennie précédente. Hu Jintao et Li Keqiang appartiennent à un ordre politique fondé sur une direction collective, adossée à une bureaucratie d'État professionnalisée et à un Conseil des affaires d'État conservant une capacité propre d'élaboration et d'arbitrage. Le départ de Hu Jintao intervient ainsi au point de bascule entre deux bureaucraties. Avec lui disparaît la dernière génération dirigeante issue de l'institutionnalisation post-maoïste. Autour de Xi Jinping prend place une élite dont la carrière, l'autorité et les moyens d'action sont et seront davantage inscrits dans les structures du Parti qu'auparavant. L'image de Hu Jintao sorti contre son gré offre une scène d'une violence symbolique extrême. Durant quelques minutes, nous observons « une purge à découvert » d'un ex-numéro 1 chinois, privée de la procédure disciplinaire et judiciaire qui lui donne habituellement une enveloppe de légalité.

Quand la fusion civilo-militaire génère ses propres purges

Entre le XIXe Congrès de 2017 et le XXe Congrès du PCC de 2022, la purge s'installe comme un élément structurant d'une triple transformation du régime : un durcissement politique et idéologique, la mise en œuvre de la stratégie de fusion civilo-militaire et, son corollaire, un renouvellement accéléré des élites appelées à conduire la nouvelle phase de réforme de l'APL ouverte à partir de 2023. À l'échelle d'un système aussi vaste, ces recompositions concentrent en quelques années une rotation exceptionnellement rapide des responsables civils, industriels et militaires.

La création de la Commission centrale pour le développement de l'intégration civilo-militaire est décidée par le BP le 22 janvier 2017 avec, à sa tête, Xi Jinping. Sa première réunion annonce la couleur : dès le mois de mars, il formule le problème en termes conflictuels. Il faut éliminer les « barrières institutionnelles » et les « entraves liées aux intérêts » (2). En septembre, la deuxième réunion plénière applique explicitement cette injonction à l'industrie de défense, mais aussi à la logistique militaire. L'APL est sommée d'abandonner un fonctionnement d'« autosuffisance en vase clos » (自成体系、自我保障) (3).

La fusion civilo-militaire commence donc comme une réforme du commandement avant de devenir une politique industrielle. Le premier choc ne met pas face à face deux mondes, l'un civil et l'autre militaire ; il oppose le *Centre* aux appareils militaires et militaro-industriels qui avaient acquis la maîtrise de leurs propres ressources que la réforme entend décroquer et replacer sous un pilotage centralisé. La Commission créée en 2017 installe au-dessus d'eux, en surplomb, à l'instar des commissions de la supervision et des *leading groups* de la réforme des organes civils de 2018 qui s'ensuivra, un niveau d'arbitrage politique supplémentaire chargé de briser les solidarités et les prés carrés. Cette restructuration exerce, en cascade, une forte pression sur l'évaluation et la mobilité des cadres techniques (ingénieurs, managers et techniciens) des secteurs civil et militaire. Dans les entreprises publiques stratégiques, la discipline du Parti se superpose désormais pleinement aux règles de gestion.

(1) Olivia Siong, « What happened before Hu Jintao was escorted out of Congress? CNA captured rare footage in lead-up », CNA, 25 octobre 2022, [disponible ici](#).

(2) « 中共中央政治局召开会议 中共中央总书记习近平主持会议 », Commission centrale d'inspection de la discipline du PCC et Commission nationale de supervision, 22 janvier 2017, [disponible ici](#).

(3) « 习近平：向军民融合发展重点领域聚焦用力 », agence Xinhua, repris sur le site de l'Administration chinoise du cyberspace, 22 septembre 2017, [disponible ici](#).

Dans l'APL, les nouveaux dispositifs d'évaluation lient plus étroitement performances, affectations et promotions. Les secteurs duals, situés au croisement des industries civile et militaire, sont eux aussi profondément touchés par les inspections et les évictions. À partir de 2018-2019, plusieurs dirigeants des grands groupes d'armement, de construction navale, d'aéronautique et d'électronique sont ainsi frappés par les campagnes disciplinaires. La troisième vague d'inspections du XIXe Comité central vise directement les principaux groupes industriels stratégiques et militaro-industriels (1). Les affaires Sun Bo, Hu Wenming ou Yin Jiaxu montrent que les enquêtes touchent les sommets de ces entreprises, leurs circuits d'investissement et leurs réseaux de protection (2).

Ces purges ne peuvent être réduites à de simples opérations anticorruption. Elles accompagnent le découplage voulu par la fusion civilo-militaire et donnent à voir l'âpreté des arbitrages qu'exige la recomposition de l'outil de défense. La rapidité de la transformation voulue par le *Centre* crée elle-même un besoin de renouvellement que les mécanismes ordinaires de carrière satisfont difficilement. Dans une organisation aussi hiérarchisée que l'APL, la purge fournit alors un moyen brutal mais immédiatement disponible d'accélérer la rotation des élites, de libérer des positions et de raccourcir les temporalités bureaucratiques de la réforme.

La période ouverte après le XXe Congrès prolonge ainsi la transformation engagée depuis 2015. En avril 2023, le Comité central adopte un nouveau plan quinquennal de production des règlements internes du Parti (3), destiné à renforcer le gouvernement du Parti par ses propres normes et l'alignement de l'ensemble de l'appareil sur le *Centre*.

Dans l'APL, le renouvellement des cadres s'appuie parallèlement sur la réforme du système des officiers entrée en vigueur dès le 1er janvier 2021 (4). Cette dernière vient modifier la logique des carrières en réduisant le caractère quasi automatique de l'avancement lié au poste occupé, au profit d'une progression davantage fondée sur le grade, les fonctions exercées et l'évaluation. Les parcours sont désormais plus nettement différenciés selon les fonctions exercées : un officier de commandement et un spécialiste technique ne progressent plus selon des trajectoires aussi linéaires et prévisibles qu'auparavant.

La réforme est prolongée en 2023 par une restructuration de la gestion des ressources humaines, notamment pour les personnels civils de l'APL. Les nouveaux textes renforcent la sélection compétitive, la différenciation des parcours et les mécanismes permettant de promouvoir plus rapidement les profils jugés performants tout en conservant plus longtemps les spécialistes techniques (5). Cette différenciation permet au *Centre* de mieux sélectionner les profils destinés au commandement supérieur, tout en maintenant plus longtemps certains spécialistes dans des filières techniques. Elle accroît, en retour, la compétition pour les postes de responsabilité les plus élevés, beaucoup plus rares que le nombre d'officiers susceptibles d'y prétendre. Les évictions contribuent mécaniquement au renouvellement d'un sommet militaire que le *Centre* veut adapter plus rapidement à la nouvelle architecture des forces.

Bases et sous-bases dans la mosaïque du pouvoir

Sous le règne de l'homme fort, le renouvellement des élites emprunte nécessairement des chemins de traverse. Le *Centre* doit donc disposer d'un instrument capable d'agir plus vite que les procédures ordinaires de carrière. En écartant un responsable, la purge libère immédiatement une position, redistribue les possibilités de promotion et modifie le rapport de forces entre prétendants. Elle intervient ainsi avant même que les procédures normales de sélection ne produisent leurs effets, en déterminant qui pourra encore y participer.

(1) « 十九届中央第三轮巡视有哪些看点 », Commission centrale d'inspection de la discipline du PCC et Commission nationale de supervision, 30 mars 2019, [disponible ici](#).

(2) Sun Bo, directeur général de la *China Shipbuilding Industry Corporation* (CSIC), est tombé en 2018 ; Hu Wenming, ancien président du même groupe naval, en 2020 ; Yin Jiaxu, ancien président de NORINCO, en 2021. Tous trois ont été poursuivis pour corruption, abus de pouvoir et constitution de réseaux d'intérêts au sein du complexe militaro-industriel.

(3) 中央党内法规制定工作规划纲要（2023—2027年）》.

(4) « 中央军委印发《现役军官管理暂行条例》及相关配套法规 », *Quotidien de l'Armée populaire de libération*, 2 janvier 2021, [disponible ici](#).

(5) « 强军之道 要在得人——全军在习近平强军思想指引下推进人才工作创新发展综述 », agence Xinhua (25 novembre 2021) repris sur *China Military Online*, 22 février 2023, [disponible ici](#).



La campagne lancée sous Xi Jinping paraît pourtant frapper tous azimuts. Dès le 22 janvier 2013, lors de la deuxième session plénière de la XVIIIe CCID, le secrétaire général promet de s'attaquer simultanément aux « tigres » et aux « mouches » (要坚持“老虎”、“苍蝇”一起打), c'est-à-dire aux hauts responsables comme aux cadres subalternes (1). Derrière cette dispersion apparente, les inspections suivent une logique très structurée. Elles avancent par provinces, administrations, entreprises et secteurs, reviennent parfois sur les mêmes terrains et remontent des individus vers leurs mentors. Leur cible réelle est souvent moins le responsable isolé que le nœud qu'il occupe dans un ensemble de dépendances.

Le terme d'« écosystème » rend assez bien cette réalité. La littérature consacrée aux successions communistes parlait autrefois de *power bases* : nul prétendant au sommet ne pouvait durablement accéder au pouvoir sans disposer de points d'appui dans l'appareil, dans l'armée, dans les provinces ou dans les institutions centrales. Eberhard Sandschneider en faisait déjà, dans son étude de 1985 sur la succession chinoise, l'un des ressorts de son « *rule by purge* » : affaiblir un rival supposait aussi de défaire les bases à partir desquelles son pouvoir pouvait se reproduire (2).

Se représenter la Chine comme une mosaïque de bases et de sous-bases permet de mieux saisir la tectonique du pouvoir que la seule cartographie des « clans » ou des familles. Ces derniers existent et comptent, mais ils constituent rarement une unité politique suffisante. Une base de pouvoir associe des hommes à des fonctions, des ressources à des circuits de nomination et des capacités d'action propres. Elle peut donc traverser plusieurs administrations et survivre au déplacement d'un de ses membres. Cette lecture permet également de distinguer le pouvoir formel attaché au rang hiérarchique de l'autorité informelle qui procède de la capacité à promouvoir, protéger ou, inversement, à sanctionner.

Un homme fort comme Xi Jinping, ou Mao Zedong avant lui, ne peut laisser se rejoindre pouvoir formel et pouvoir de réseau dans de mêmes mains. Or, la rivalité avec les États-Unis oblige Pékin à accroître sans cesse ses capacités militaires, à professionnaliser son commandement et à donner davantage de moyens aux chefs chargés de préparer la guerre. De plus, chaque gain d'efficacité militaire augmente aussi le poids politique potentiel de ceux qui contrôlent les hommes et l'outil de défense. Xi Jinping doit donc rendre un arbitrage permanent : renforcer l'armée sans renforcer ceux qui la commandent au point qu'ils puissent devenir, demain, une base de pouvoir autonome. Plus l'APL devient indispensable à la stratégie du régime, plus son sommet doit être fragmenté et tenu politiquement à distance. Dans les années 1960, l'APL a connu un précédent avec le maréchal Lin Biao. Devenu ministre de la Défense en 1959, Lin Biao fait de l'APL un soutien essentiel de Mao pendant la Révolution culturelle. Au IXe Congrès de 1969, il est inscrit dans les statuts comme successeur de Mao et dispose autour de lui d'un groupe puissant de responsables militaires. La ressource qui avait permis à Mao de rétablir son autorité devient alors elle-même un problème. L'influence acquise par Lin Biao et par l'APL finit par donner au successeur désigné une base de pouvoir assez solide pour devenir, aux yeux de Mao, une menace en soi (3).

Aujourd'hui, la singularité de Xi Jinping tient autant à son inscription dans le milieu des « fils de prince » qu'à sa familiarité avec plusieurs des appareils dont il devra ensuite reprendre le contrôle. Fils d'un vétéran révolutionnaire, il travaille de 1979 à 1982 auprès de Geng Biao au secrétariat de la CMC (4). Dans la province du Fujian, qui fait face à Taïwan, il exerce ensuite pendant plusieurs années des responsabilités politico-militaires territoriales et devient, en 1996, premier commissaire politique de la division antiaérienne de réserve de la province. Sa longue carrière locale lui donne parallèlement une connaissance directe des administrations provinciales. À son arrivée au sommet en 2012, cette expérience ne constitue pourtant pas encore une base de pouvoir comparable aux réseaux installés dans les grands appareils. Xi Jinping s'appuie alors sur deux hommes issus de l'ordre précédent, dont les fonctions se révèlent complémentaires. Wang Qishan, administrateur rompu à la finance internationale et à la gestion des crises, prend la tête

(1) « 习近平在十八届中央纪委二次全会上发表重要讲话 », Consulat général de la République populaire de Chine à New York, 23 janvier 2013, [disponible ici](#).

(2) Eberhard Sandschneider, « Political Succession in the People's Republic of China: Rule by Purge », *Asian Survey*, vol. 25, n°6, 1985, pp. 638-658.

(3) Lin Biao meurt dans la nuit du 12 au 13 septembre 1971, avec plusieurs membres de sa famille, dans le crash de son avion en Mongolie. La version officielle chinoise affirme qu'il tentait de fuir vers l'URSS après l'échec d'un complot contre Mao ; les circonstances exactes de sa fuite et de l'accident n'ont jamais été entièrement élucidées.

(4) Geng Biao (耿飚, 1909-2000), vétéran communiste et diplomate, fut notamment secrétaire général de la CMC à la fin des années 1970, puis ministre de la Défense en 1981-1982. Xi Jinping travailla auprès de lui comme secrétaire entre 1979 et 1982, au début de sa carrière.

de la CCID de 2012 à 2017 ⁽¹⁾. Et Wang Huning, théoricien passé au service de Jiang Zemin puis de Hu Jintao, demeure au cœur de l'appareil du Parti et contribue à mettre à jour sa doctrine et sa grammaire idéologique.

Xi Jinping et Wang Qishan transforment ensemble la CCID en instrument de pénétration des sous-bases du régime. L'appareil disciplinaire avance dans les provinces, les entreprises centrales, les administrations et reconstitue les chaînes de protection en faisant remonter vers le centre des renseignements qui lui étaient soustraits. Les deux hommes constituent ainsi, durant le premier mandat, deux piliers et deux sources très différents de l'autorité de Xi Jinping : Wang Qishan agit sur les réseaux, tandis que Wang Huning redéfinit les normes qui permettent de les qualifier comme déviants pour, le cas échéant, les confondre. Lorsque Wang Qishan quitte la CCID en 2017, l'instrument qu'il a contribué à remettre en ordre change d'échelle. La réforme de mars 2018 lui adjoint la CNS dont nous avons évoqué la création plus haut.

L'appareil disciplinaire du Parti acquiert de la sorte une assise constitutionnelle et légale lui permettant d'étendre sa surveillance bien au-delà des seuls membres du PCC. Ce qui avait commencé durant le premier mandat de Xi Jinping comme une entreprise de reconquête politique conduite par un petit nombre d'hommes devient, au second, une infrastructure permanente de pénétration et de surveillance du Parti-État. En s'insérant dans un dispositif institutionnel capable d'entretenir en permanence la transformation du système, la purge cesse progressivement d'être seulement l'arme exceptionnelle de la consolidation du pouvoir. Rétrospectivement, cette reconquête peut aussi être lue à travers l'itinéraire des inspecteurs de la CCID. Entre 2013 et 2017, les douze rotations d'inspections du XVIII^e Comité central couvrent successivement les provinces, les administrations centrales, les grandes entreprises publiques, les institutions financières et les établissements publics, selon une logique officielle de « rotation par blocs » (板块轮动). Ces inspections redessinent progressivement la nouvelle géographie politique du régime. Les frontières administratives comptent moins que les relations qu'elles mettent au jour. Une enquête ouverte dans une entreprise peut remonter vers une administration, rejoindre une province et atteindre finalement un responsable installé dans un tout autre appareil. La purge épouse alors l'architecture des réseaux. Or, une période de succession peut donner vie à une base de pouvoir. Si elle jouit d'une certaine autonomie d'action, elle peut se retourner contre le *Centre*. Et un successeur désigné trop tôt, ou en l'absence d'une base qui le soutient, peut rapidement devenir une cible à abattre.

Le cas de Hua Guofeng offre une illustration de ces différents cas de figure. Premier ministre puis premier vice-président du PCC dans les derniers mois de Mao Zedong, Hua Guofeng lui succède à la tête du Parti après sa mort, en septembre 1976. Sa légitimité repose largement sur cette désignation, bientôt cristallisée dans la célèbre formule attribuée à Mao : « Avec toi aux affaires, je suis tranquille » (你办事，我放心). Deng Xiaoping se trouve alors hors jeu. Victime de sa seconde purge au printemps 1976, il a été privé de ses fonctions et ne retrouvera officiellement ses responsabilités qu'en juillet 1977. Mais, si Hua Guofeng dispose initialement de l'onction du fondateur et, après l'arrestation de la Bande des Quatre en octobre 1976, de l'autorité formelle du sommet, il ne dispose cependant pas d'une base comparable à celle de Deng Xiaoping. Celui-ci conserve parmi les vétérans révolutionnaires, les responsables militaires et les cadres réhabilités un capital politique accumulé pendant plusieurs décennies. À mesure que Deng revient au centre du jeu, cet atout devient décisif. La chute progressive de Hua Guofeng montre ainsi qu'une autorité formelle dépourvue de sous-bases suffisantes peut être rapidement vidée de sa substance. La bénédiction du prédécesseur peut transmettre le titre formel mais elle ne transmet pas nécessairement les réseaux qui rendent le pouvoir effectif.

Plus récemment, le cas de Sun Zhengcai, « purgé » alors qu'il était vu selon le processus normal de sélection comme un potentiel successeur, illustre comment la lutte anticorruption sert d'habillage pour trancher des conflits politiques et justifier la suspension de procédures plus ouvertes et moins violentes dans la sélection et la transition politique. Lorsqu'il entre au BP en 2012, Sun Zhengcai, né en 1963, appartient avec Hu Chunhua à la génération que les observateurs considèrent comme la mieux placée pour accéder au Comité permanent en 2017 puis participer à la succession attendue en 2022 ⁽²⁾. Il n'est pourtant pas possible de le rattacher avec certitude à une « faction Hu Jintao ». Contrairement à Hu Chunhua, sa base personnelle et ses patronages demeurent mal définis, et il apparaît davantage comme un produit du

(1) Wang Qishan fut l'un des principaux interlocuteurs de Washington pendant la crise financière de 2008-2009, notamment face aux secrétaires au Trésor Henry Paulson puis Timothy Geithner. Paulson a conservé avec lui une relation personnelle suffisamment étroite pour le qualifier encore publiquement de « *My friend* » en 2018, en rappelant leur coopération lorsque les marchés mondiaux étaient au bord de l'effondrement.

(2) Sun Zhengcai, membre du Bureau politique et secrétaire du PCC à Chongqing jusqu'en 2017, et Hu Chunhua, membre du Bureau politique et secrétaire du PCC du Guangdong, puis vice-Premier ministre de 2018 à 2023, furent alors régulièrement cités parmi les responsables susceptibles d'accéder aux plus hautes fonctions.



mécanisme de sélection intergénérationnelle mis en place sous les prédécesseurs de Xi Jinping. Sa chute, en juillet 2017, trois mois avant le XIXe Congrès, élimine un homme et détruit simultanément une trajectoire que les règles d'âge, de promotion et de succession avaient rendue hautement prévisible. Quelques mois plus tard, aucun candidat potentiel à la succession n'entre au Comité permanent. Cette éviction a stoppé net la formation d'une base future en supprimant l'homme autour duquel celle-ci aurait pu commencer à s'organiser. Le cas de Sun Zhengcai illustre une autre fonction du « *rule by purge* » : rendre la succession imprévisible. Un dauphin potentiel n'a pas besoin de conspirer pour devenir dangereux. Il suffit que les autres acteurs commencent à anticiper son accession au pouvoir. Ces différents exemples tirés de l'histoire récente et de l'actualité de la Chine contemporaine montrent qu'une lecture écosystémique du système politique est nécessaire pour identifier et suivre l'évolution des centres de gravité du pouvoir.

Les *most-wanted Iraqi playing cards* distribuées aux forces américaines en 2003 offrent, par contraste, l'image presque symétriquement inverse d'une lecture nominative des jeux de pouvoir (1). Transposée mécaniquement à la Chine, une telle méthode manquerait l'essentiel. Identifier les figures visibles du régime renseigne sur son sommet, mais renseigne beaucoup moins sur les structures qui permettent à ces figures d'agir et de se reproduire. Une cartographie pertinente devrait donc représenter non seulement les hommes, mais aussi les relations qui les rattachent aux appareils de contrôle du Parti.

Les observateurs occidentaux restent pourtant fortement dépendants des nominations pour tenter de décrypter la politique chinoise. La raison est compréhensible : dans un système où la délibération politique est largement soustraite au regard extérieur, une promotion, une disparition ou une éviction constitue l'un des rares événements immédiatement observables. Cette focale devient trompeuse lorsqu'elle transforme un simple indice en matrice explicative unique. L'éviction d'un homme n'est souvent que le symptôme visible d'un phénomène qui se joue à l'échelle des réseaux et des sous-bases de pouvoir dont il constitue l'un des pivots. Ce biais n'est d'ailleurs pas entièrement fortuit. Pékin contribue lui-même à personnaliser la lecture de ses reconfigurations internes. Les promotions et mutations, disparitions et sanctions sont abondamment mises en scène par les grands médias officiels qui donnent à voir une succession de trajectoires individuelles sans jamais les relier aux mécanismes collectifs dont elles procèdent. Le lecteur est ainsi conduit à suivre le mouvement des hommes, leurs biographies, bien qu'indigentes, et leurs déboires comme autant d'épisodes d'un récit politique en continu. Pour un public chinois, cette dramaturgie rappelle à chacun que nulle position n'est définitivement acquise et qu'une brillante carrière peut à tout moment se transformer en disgrâce. À l'extérieur, elle canalise l'attention vers les effets de bord du système. La personnalisation du récit devient ainsi une manière de rendre visible la purge tout en maintenant largement invisible le système qu'elle transforme.

Terreur et télé réalité : la purge comme outil de communication et de représentation

La purge n'est pas seulement un instrument de transformation du pouvoir. Elle en offre aussi la représentation. Les transformations structurelles disparaissent alors en partie derrière les trajectoires individuelles. La purge produit ainsi, simultanément, un récit public et de l'opacité.

La récente disgrâce de Ma Xingrui en fournit une illustration toute trouvée. Elle est d'autant plus intéressante qu'elle se produit hors de l'APL et remonte jusqu'au Bureau politique. Ancien dirigeant du programme spatial habité, de la *China Aerospace Science and Technology Corporation* (CASC) puis de l'administration de l'industrie de défense, Ma Xingrui avait poursuivi sa carrière au gouvernement et dans les provinces avant d'entrer au BP en 2022. Le 3 avril 2026, la CCID et la CNS annoncent l'ouverture d'une enquête pour « graves violations de la discipline et de la loi », la formule-valise de circonstance (2). Le 14 juillet, Ma Xingrui est exclu du Parti et de la fonction publique, ses gains illicites sont confisqués et son dossier transmis à la justice. Les accusations publiques combinent manquements politiques, favoritisme dans les

(1) Lors de l'invasion de l'Irak en 2003, le Département américain de la Défense distribua aux forces de la coalition un jeu de 55 cartes représentant les principaux responsables du régime de Saddam Hussein recherchés par les États-Unis. Chaque carte associait un visage et un nom à une place dans la hiérarchie du régime ; Saddam Hussein occupait l'as de pique.

(2) « 马兴瑞涉嫌严重违纪违法正接受中央纪委国家监委纪律审查和监察调查 », Commission centrale d'inspection de la discipline du PCC et Commission nationale de supervision, 3 avril 2026, [disponible ici](#).

nominations, protection de proches, enrichissement familial et usage des fonctions officielles à des fins privées. Or, cette affaire intervient au terme d'un mouvement d'inspection beaucoup plus large. Dès avril-juin 2023, le même groupe central d'inspection contrôle simultanément la CASC et la *China Aerospace Science and Industry Corporation* (CASIC), les deux grandes corporations du système aérospatial chinois. Les inspections se prolongent ensuite à l'intérieur des groupes et remontent vers leurs administrations de tutelle. Le cas rendu public en 2026 apparaît ainsi comme l'aboutissement d'investigations engagées plusieurs années auparavant dans l'appareil.

La purge est ici mise en scène comme un mécanisme de réparation. Les anomalies d'un secteur stratégique sont identifiées, les responsables sanctionnés, puis la filière peut être présentée comme assainie et mieux armée pour remplir ses objectifs de montée en gamme technologique. La répétition des dysfonctionnements cesse ainsi d'être un aveu de faiblesse et devient, dans le récit qu'en fait le régime, la preuve de sa capacité à les traiter et à s'autocorriger. Dans ce cas, la purge ne suit plus seulement des hommes mais remonte les chaînes technologiques auxquelles ils appartiennent.

Autour d'un lanceur, d'un missile ou d'un programme stratégique s'articulent des réseaux d'utilisateurs civils et militaires, d'ingénieurs et de sous-traitants, ainsi que de nombreux acteurs tiers allocataires de ressources. En remontant ces chaînes de responsabilités, l'inspection reconstitue progressivement l'écosystème industriel et politique. « L'affaire Ma Xingrui » montre jusqu'où peut conduire une enquête commencée dans une filière technologique de pointe.

L'échec, le 10 août dernier, du lancement du satellite de communication Zhongxing-4B par une fusée Longue Marche 7A intervient au plus mauvais moment pour la filière spatiale chinoise. L'agence Xinhua confirme une « anomalie de vol » ayant entraîné l'échec de la mission et précise que ses causes font désormais l'objet d'une analyse approfondie (1). Cet échec pourrait devenir un nouveau point d'entrée pour cartographier les responsabilités et, le cas échéant, relancer les enquêtes. Sa mise en récit pourrait offrir au *Centre* une nouvelle occasion de transformer une défaillance en démonstration d'autocorrection.

Le feuilleton des disparitions

Pour un public extérieur, cette opacité entretenue produit un effet différent. Nous avons appris à traiter l'absence comme une information en soi, dont il faudrait impérativement identifier l'origine et la rationalité. Un dirigeant cesse d'apparaître pendant quelques jours, un général manque une cérémonie, un ministre n'assiste pas à une réunion attendue et, aussitôt, commence l'interprétation. L'exercice est parfois justifié : Qin Gang, ministre chinois des Affaires étrangères depuis décembre 2022 et ancien ambassadeur à Washington, cesse d'apparaître en public à la fin juin 2023, reste absent pendant près d'un mois, puis est formellement démis de ses fonctions le 25 juillet suivant, sans que les autorités donnent alors d'explication à son éviction.

Xi Jinping en avait lui-même fait l'expérience avant son accession au pouvoir. En septembre 2012, son absence pendant près de deux semaines et l'annulation de plusieurs rendez-vous internationaux avaient provoqué une profusion d'hypothèses sur sa santé, sa sécurité et sa situation politique. Il réapparut sans explication publique. Treize ans plus tard, de nouvelles absences momentanées ont encore suffi à nourrir des conjectures sur son autorité. Le réflexe est devenu pavlovien. Dans un système aussi opaque, le *no-show* se transforme presque automatiquement en événement politique.

Le ministre de la Défense Dong Jun offre une variante récente du même phénomène. Son absence au Shangri-La Dialogue en 2025, puis à nouveau en 2026, est devenue elle-même une information internationale, d'autant que son sort avait déjà fait l'objet de spéculations après des informations contradictoires sur une éventuelle enquête en 2024. En mai 2026, Pékin annonce simplement qu'une délégation d'experts et de chercheurs militaires représentera la Chine à Singapour ; la question de l'absence de Dong prend immédiatement davantage de place que le contenu de la participation chinoise elle-même (2).

(1) « 中星 4B 卫星发射失利 », agence Xinhua, 10 août 2026, [disponible ici](#).

(2) Laurent Malvezin, « Politique de la chaise vide de la Chine au Shangri-La Dialogue », *Sources chinoises*, bulletin n°30, mémo 6, 4 juin 2026, [disponible ici](#).



Plus encore, le spectateur devient progressivement un téléspectateur. Promotions, disparitions et retours constituent des composantes de choix pour planter le décor. Les biographies officielles fournissent les personnages et leurs relations supposées dessinent opportunément la trame d'une intrigue à rebondissements. Le phénomène serait seulement anecdotique, bien que problématique pour notre sagacité, si le pouvoir chinois lui-même ne cultivait pas, pour son audience intérieure, une véritable dramaturgie de l'anticorruption.

Depuis 2014, la CCID et la télévision centrale (CCTV) ont produit une succession de séries documentaires consacrées à la discipline et à l'anticorruption – *Toujours sur la route* (2016), *L'Épée de l'inspection* (2017), *Tolérance zéro* (2022), *Poursuivre l'effort en profondeur* (2024) – dans lesquelles enquêteurs, protagonistes et anciens hauts responsables racontent les affaires les impliquant et, pour certains d'entre eux, leur propre chute. La CCID parle elle-même de « grandes productions » et décrit leur réception dans les termes d'une véritable consommation sérielle : « attendre », « suivre » et « revoir » les épisodes (等着看、追着看、看了又看). Ces programmes sont devenus de véritables phénomènes d'audience ⁽¹⁾.

Cette mise en scène répond d'abord à une fonction intérieure de dissuasion collective et individuelle. Les anciens dirigeants apparaissent à l'écran, confessent leurs fautes et deviennent des exemples... à ne pas suivre. L'objectif officiel consiste précisément à produire de la sidération, de l'intimidation ou de la dissuasion, les trois composantes de la stratégie anticorruption, encapsulée dans la formule « ne pas oser corrompre, ne pas pouvoir corrompre, ne pas penser corrompre » (不敢腐、不能腐、不想腐). Si le téléspectateur chinois apprend comment un homme s'est corrompu et comment il a fini par être découvert, il en apprend beaucoup moins sur les structures agissantes du régime.

Cette économie de la visibilité du système relève d'une obfuscation délibérée. Le même dispositif se transpose presque sans modification au spectateur extérieur, qui tente de lire les mêmes personnages, les mêmes ruptures de trajectoire et les mêmes silences, puis de reconstruire à partir d'eux une intrigue politique dont les règles essentielles lui demeurent cachées. Nous classons ainsi, plus par le génie de notre imagination que grâce à une documentation actualisée, les dirigeants en « familles », « factions » et « générations », reconstruisons leurs carrières et scrutons les listes de promotions avec le sentiment d'effectuer une incursion audacieuse dans la boîte noire chinoise. Or, pour ne prendre que cet exemple, la catégorie des « générations de dirigeants » devient aujourd'hui beaucoup moins opératoire : la succession ordonnée des quatrième, cinquième puis hypothétique sixième générations supposait précisément une régularité successorale que Xi Jinping a rompue. Continuer à chercher la « sixième génération » et ses cadres nés dans les années 1970 et après revient à maintenir artificiellement en vie une mécanique successorale dont les règles ont cessé de structurer le système.

Cette ingénierie de l'opacité et de la mise en récit nous pousse naturellement à reconstituer la mosaïque du pouvoir chinois à partir de ses seules pièces visibles. C'est aussi ce que j'entreprends ici, à l'échelle du système proprement dit, en sachant que nous travaillons sans accès direct aux intentions des acteurs et à partir de traces publiques nécessairement fragmentaires. Si une telle ingénierie sert à maintenir le système en mouvement, elle doit aussi nous amener à nous interroger sur ce que la succession des épisodes permet précisément de différer.

La purge accompagne depuis 2012 une phase de reconcentration et de transformation dont Xi Jinping demeure à la fois l'architecte et le centre. Et si cette phase appartient, comme nous l'avons envisagé, à un cycle politique, sa sortie exigera à son tour une nouvelle transformation. Il faut donc chercher, derrière la prochaine « disparition » ou la prochaine « promotion », moins le nom d'un potentiel héritier que la forme sous laquelle le régime préparera son passage vers un nouvel état de stabilité.

(1) « 从《作风建设永远在路上》到《零容忍》 八部大片记录正风肃纪反腐壮阔历程 », Commission centrale d'inspection de la discipline du PCC et Commission nationale de supervision, 17 janvier 2022, [disponible ici](#).

Période de succession, de transition ou de transformation du régime ?

D'une éviction à l'autre, nous rapprochons-nous d'une succession organisée ou d'un régime qui, souffrant de dysfonctionnements chroniques, engage son pronostic vital dans un nouveau cycle de réforme politique ?

Convergence des sous-bases militaires, un risque politique majeur

À partir de 2023, les enquêtes et évictions touchent successivement plusieurs des principales bases de pouvoir de l'APL. La Force des fusées et le « système des équipements » sont d'abord frappés (1) ; les investigations gagnent ensuite le jeu des nominations et la gestion des cadres, les commandements opérationnels, les théâtres d'opérations et plusieurs composantes de l'APL. Cette dispersion sectorielle peut donner l'image d'une succession d'affaires distinctes. La mise en cause simultanée, en octobre 2025, de neuf hauts responsables de l'APL autour d'une même sentence suggère que certaines de ces ramifications avaient pu remonter jusqu'au sommet et s'y combiner, formant à la fois un foyer de pouvoir vertical, appuyé sur les chaînes hiérarchiques, et des liens horizontaux plus informels entre appareils, susceptibles de peser sur l'exercice de l'autorité centrale.

Parmi eux figurent notamment He Weidong, vice-président de la CMC ; Miao Hua, ancien directeur de son Département du travail idéologique et politique ; He Hongjun, son ancien adjoint ; Wang Xiubin et Lin Xiangyang, issus des commandements opérationnels ; Qin Shutong, ancien commissaire politique de l'Armée de terre ; Yuan Huazhi, commissaire politique de la Marine ; Wang Houbin, commandant de la Force des fusées ; et Wang Chunling, commandant de la Police armée du Peuple (PAP). Si les communiqués officiels n'établissent pas l'existence d'une organisation coordonnée entre ces hommes, leur « rectification » groupée montre en revanche que le *Centre* a choisi de présenter leurs cas comme une manifestation d'un problème traversant désormais les chaînes hiérarchiques et les organisations (2). La mise en cause, le 24 janvier 2026, de Zhang Youxia et Liu Zhenli montre que ce même type de dérive s'est reconstitué au sommet du commandement militaire, autour d'autres positions de pouvoir. Zhang est alors premier vice-président de la CMC et l'un des militaires les plus puissants du système ; Liu dirige l'état-major interarmées et occupe à ce titre une position centrale dans la préparation et la conduite des opérations. L'éditorial publié aussitôt par le *Quotidien de l'APL* leur reproche d'avoir « gravement piétiné et sapé le système de responsabilité du président de la Commission militaire centrale » (严重践踏破坏军委主席负责制) (3).

Une telle configuration ne suppose pas nécessairement l'existence d'une faction constituée ou d'un projet commun de renversement du *Centre*. Elle peut aussi résulter de relations de dépendance et de positions complémentaires donnant à plusieurs responsables, ensemble, une emprise sur les carrières, la remontée des informations et la conduite des opérations. Durant l'hiver dernier, le *Quotidien de l'APL* mobilise l'histoire du Parti pour préciser la nature du risque que le noyau dirigeant entend conjurer. Dans un article consacré à la discipline politique, publié le 2 mars 2026, le journal revient sur Zhang Guotao durant la « Longue Marche ». Dirigeant majeur du PCC et chef d'une Armée rouge numériquement très puissante, Zhang avait contesté l'autorité du *Centre* en s'appuyant sur la force militaire dont il disposait. Le texte rappelle qu'il aurait cherché à « utiliser l'armée pour contraindre le *Centre* et s'appuyer sur sa force et exiger sa réorganisation » (以军队来威逼中央, 依靠军队的力量, 要求改组中央) (4). Quelques lignes plus loin, l'article évoque « certains individus, ces dernières années », accusés d'avoir « gravement piétiné et sapé le système de responsabilité du président de la Commission militaire centrale ». Le rapprochement historique avec les événements récents est suffisamment explicite.

(1) La Force des fusées de l'APL est chargée notamment des forces de missiles nucléaires et conventionnelles. Elle succède le 31 décembre 2015 à la « Deuxième Artillerie », créée en 1966. Le « système des équipements » (装备系统) désigne ici l'ensemble de la chaîne militaire chargée de la planification, du développement, des essais, de l'acquisition et de la gestion des armements.

(2) « 何卫东、苗华等9人严重违纪违法被开除党籍军籍 », Ministère de la Défense nationale de la République populaire de Chine, déclaration du porte-parole Zhang Xiaogang, 17 octobre 2025, [disponible ici](#).

(3) « 坚决打赢军队反腐败斗争攻坚战持久战总体战 », Caixin, 25 janvier 2026, [disponible ici](#).

(4) Sun Wenguang, « 律令如山壮军威 », *Quotidien de l'Armée populaire de libération*, supplément, 2 mars 2026, [disponible ici](#).



Zhang Guotao occupe une place particulière dans la mémoire politique du PCC. Au milieu des années 1930, son pouvoir ne reposait pas seulement sur une position formelle dans le Parti : il disposait du contrôle effectif d'une importante force armée, le Quatrième Front de l'Armée rouge. Son affrontement avec Mao Zedong et le *Centre* durant la Longue Marche (1934-1935) représente ainsi, dans l'historiographie officielle, l'un des exemples fondateurs d'un responsable capable de convertir une sous-base du pouvoir militaire en capacité de pression politique sur la direction centrale. Il enseigne aux cadres militaires une règle politique fondamentale : la possession d'une capacité propre, ou d'une autorité suffisamment autonome, devient intolérable dès lors qu'elle confère à son détenteur la capacité de peser sur les décisions du *Centre* ou de venir contester son autorité.

De nouvelles branches sur le même arbre malade ⁽¹⁾

En 2014, Xu Caihou, ancien vice-président de la CMC, est placé sous enquête ; Guo Boxiong, qui avait occupé la même fonction, l'est à son tour en 2015. Les deux hommes avaient exercé pendant des années une influence déterminante sur les nominations, les promotions et les carrières au sein de l'APL. Leur chute révèle alors l'existence de chaînes de dépendance suffisamment puissantes pour affaiblir l'autorité effective du président de la CMC et installer entre lui et l'armée des centres intermédiaires de pouvoir. Les réformes engagées par Xi Jinping à partir de 2015 cherchent précisément à réduire cette capacité d'interposition : dissolution des anciens grands départements, redistribution des compétences, recentralisation des fonctions sensibles et renforcement du système de responsabilité du président de la CMC. Dix ans plus tard, le discours officiel établit lui-même une continuité avec les affaires survenues en 2025 et 2026. À l'automne 2025, les nouvelles évictions sont décrites comme une « fermentation et mutation » des influences toxiques laissées par les généraux Guo Boxiong et Xu Caihou. La formule suggère que la pathologie a survécu à la disparition de ceux qui l'incarnaient, tout en faisant preuve d'une capacité à faire rejaillir, sous des formes différentes, des sources de pouvoir autonomes.

Dans les textes consultés, Guo Boxiong et Xu Caihou sont associés à un « affaiblissement » de l'autorité du président de la CMC, tandis que Zhang Youxia et Liu Zhenli sont accusés, en janvier 2026, d'avoir « gravement piétiné et sapé » le système de responsabilité de son président. La gradation suggère que l'enjeu ne tenait plus seulement à l'existence de réseaux capables d'éroder l'autorité du *Centre*, mais à une capacité d'interposition suffisamment puissante pour affecter directement son exercice. Une telle configuration aurait pu aboutir, de fait, à une forme de pouvoir militaire partagé si plusieurs responsables avaient disposé ensemble d'une prise suffisante sur les principaux leviers de commandement, sans pour autant qu'il s'agisse d'un projet de coup d'État.

Le récit de la rectification permanente

À la fin de juillet 2026, le discours officiel change sensiblement de registre. Après trois années d'enquêtes suivies d'évictions au sein de l'APL, le *Centre* commence à présenter rétrospectivement cette période comme une crise désormais maîtrisée. En cette veille du 1er août, fête de l'APL, les grands médias nationaux décrivent une armée débarrassée de ses principales dérives et replacée sur la trajectoire du centenaire de sa fondation, en 2027.

Lors d'une session d'étude du BP consacrée à l'APL, le 30 juillet, Xi Jinping ajoute au discours une dimension performative. La crise est déclarée suffisamment maîtrisée pour permettre le retour au programme de modernisation de l'armée et de l'outil de défense. L'autorité suprême fixe alors définitivement l'interprétation à donner de la période qui vient de s'écouler et produit ainsi une version unique de sortie de crise politique avant même que puisse être démontrée la disparition de

⁽¹⁾ La métaphore de l'« arbre malade » est reprise par le *Quotidien de l'APL* au début de 2026 : le 31 janvier, il affirme que les « arbres malades » (病树) ont été « arrachés » ; le 12 février, il appelle les cadres à « arracher les arbres pourris, soigner les arbres malades et redresser les arbres tordus » (拔“烂树”、治“病树”、正“歪树”). Lire également Laurent Malvezin, « Les boîtes noires du PCC et l'arbre malade de l'APL », *Sources chinoises*, bulletin n°15, 5 février 2026, [disponible ici](#).

tous les dysfonctionnements qui l'ont déclenchée. Le même jour, le BP annonce la tenue pour octobre 2026 du cinquième plénum du XXe Comité central (1).

Il place au centre de ses travaux « la discipline du Parti » ainsi que le renforcement de sa capacité d'auto-purification, d'auto-amélioration et d'auto-révolution (2). Ainsi, la crise ouverte du haut commandement militaire semble bel et bien derrière nous, mais sans réellement démonter les dispositifs de rectification politique et le travail idéologique du Parti sur lui-même. La récurrence des purges cesse alors d'être présentée comme le signe d'une crise jamais résolue : elle devient la conséquence normale d'un système qui se veut capable de détecter et de corriger en permanence de nouvelles dérives. Le *Centre* conserve ainsi la maîtrise du calendrier politique de chaque crise, en décidant quand elle commence, quand elle doit être intensifiée et quand elle peut être déclarée close, tandis que les instruments de rectification, eux, restent permanents (3).

Mettre le pouvoir en cage

Dès janvier 2013, Xi Jinping formule publiquement les deux versants du dispositif qu'il va ensuite construire. La promesse de frapper à la fois les « tigres » et les « mouches » vise les hommes ; l'injonction de « mettre le pouvoir dans la cage des institutions » vise l'environnement dans lequel ils exercent leur autorité. La réforme de 2018, qui réorganise les organes du Parti, de l'État et de l'APL, crée l'architecture pour réaliser cette seconde ambition. L'anticorruption est donc pensée d'emblée comme une combinaison d'évictions et de transformation institutionnelle (4). Dans ce contexte, la répétition des purges militaires pourrait s'expliquer par une contradiction plus profonde du système politique chinois actuel.

Le fonctionnement normal de l'appareil génère en permanence les conditions à partir desquelles des sous-bases peuvent se former. Dans l'APL, un grand programme d'armement, un commandement opérationnel, ou une fonction de gestion des personnels concentre nécessairement de l'information sensible et des ressources propres. Ces concentrations peuvent, avec le temps, devenir les points d'appui de nouvelles sous-bases de pouvoir. Le problème se situe donc en amont de la purge. La purge intervient ensuite en aval, lorsque certaines concentrations d'autorité franchissent un seuil jugé politiquement dangereux. Elle élimine des responsables, détruit des réseaux, redistribue des compétences et rétablit la primauté du *Centre*, sans supprimer le mécanisme qui permettra à de nouvelles « branches » de se former. Supprimer cette capacité à la source reviendrait à demander à une armée moderne de fonctionner sans laisser se former, en son sein, des centres de compétence et d'autorité ; ce serait réduire le risque politique en affaiblissant précisément ce qui fait l'efficacité d'une organisation militaire moderne.

L'éradication complète des sous-bases reviendrait, in fine, à une forme d'automutilation. Un même phénomène de poussées de croissance suivies d'ablations essaime dans la politique économique chinoise. Le *Centre* stimule l'investissement par les subventions publiques, la mobilisation des gouvernements locaux, le crédit et la concurrence entre territoires afin d'accélérer la constitution de capacités industrielles. Les mêmes instruments peuvent ensuite produire surinvestissement, surcapacités, guerres de prix, endettement ou bulles spéculatives. L'intervention centrale vient alors corriger les effets d'un modèle de mobilisation qu'elle continue par ailleurs à alimenter, sans renoncer au principe d'accumulation rapide de capacités qui les a produits.

(1) Le choix de cet ordre du jour n'est pas anecdotique. Depuis le milieu des années 1990, le cinquième plénum est normalement celui au cours duquel le Comité central arrête les grandes orientations du plan quinquennal suivant. Or, le quatrième plénum d'octobre 2025 a déjà adopté les recommandations pour le XVe plan quinquennal 2026-2030. Le cinquième plénum se trouve ainsi dégagé de sa fonction habituelle et peut être consacré entièrement aux questions politiques et au fonctionnement interne du Parti.

(2) « 中共中央政治局召开会议 决定召开二十届五中全会 分析研究当前经济形势和经济工作 中共中央总书记习近平主持会议 », agence Xinhua, 30 juillet 2026, [disponible ici](#).

(3) Joel Wuthnow, « Why Is Xi Jinping Still Purging His Generals? », Institute for National Strategic Studies, National Defense University, 2 mars 2026, [disponible ici](#). Wuthnow souligne le paradoxe apparent entre le contrôle personnel exercé par Xi Jinping sur les carrières militaires et la persistance de pratiques de corruption malgré les purges successives.

(4) « 习近平：把权力关进制度的笼子里 », Commission centrale d'inspection de la discipline du PCC et Commission nationale de supervision, 22 janvier 2013, [disponible ici](#).



Dans les deux cas, la puissance du système et ses déséquilibres procèdent en partie des mêmes mécanismes. La concentration des ressources et l'accélération de la mobilisation permettent de produire rapidement des capacités, mais font aussi émerger des intérêts constitués et des centres d'autorité que le *Centre* doit périodiquement contenir. La correction intervient après coup parce qu'une prévention trop efficace réduirait aussi le rendement du système. La purge remplit une fonction comparable : corriger périodiquement les excès du système sans désarmer les mécanismes qui les produisent.

Cette lecture invite à reconsidérer ce que l'on appelle une « crise de transition ». La crise ouverte dans l'APL à partir de 2023 peut certes signaler le passage entre deux configurations du pouvoir militaire sous Xi Jinping. Elle peut aussi révéler quelque chose de plus structurel : un système désormais organisé pour tolérer la formation de déséquilibres, les détecter puis les corriger périodiquement. La purge cesse d'être seulement le signe qu'une transition reste inachevée. Elle devient l'un des mécanismes ordinaires par lesquels le *Centre* maintient en mouvement un système qu'il ne peut complètement figer sans l'affaiblir. Dans cette hypothèse, la première phase, engagée après 2012, reposait sur la destruction des anciennes bases de pouvoir, la recentralisation des chaînes de commandement et la reconstruction institutionnelle de l'autorité du *Centre*. Les réformes de l'APL conduites à partir de 2015 constituent l'un des principaux chantiers de cette entreprise. À partir de 2023, l'usage répétitif des purges cesse alors d'être le signe d'une crise récurrente. La purge devient l'un des instruments ordinaires permettant au *Centre* d'approprier les sous-bases de pouvoir, facilitant leur « mise en cage ».

Cette lecture des événements suggère moins la préparation d'une succession qu'une transformation du régime de contrôle piloté par le *Centre*, sous la direction de Xi Jinping. D'une logique de reconquête cyclique du pouvoir, nous observons le passage à un mouvement de « rectification permanente », dans lequel l'instabilité cesse d'être seulement subie ou provoquée pour devenir progressivement administrée.

Institutionnaliser la purge

Cette évolution relativise la succession comme principale grille d'explication des purges. Sous Mao Zedong, les purges et les campagnes politiques sont étroitement liées aux luttes de ligne, à la désignation des héritiers et à la destruction successive de ceux qui apparaissent comme des centres de pouvoir potentiellement rivaux. L'instabilité du système et la succession sont donc largement imbriquées. Sous Xi Jinping, le mouvement paraît différent : la purge tend à devenir un instrument durable de gouvernement, indépendant de l'identification immédiate d'un successeur.

Mao Zedong maintenait son autorité en remettant périodiquement en mouvement les rapports de pouvoir, mais les campagnes qu'il déclenchait pouvaient produire leurs propres dynamiques et devenir difficilement maîtrisables. Xi Jinping cherche au contraire à inscrire cette capacité corrective dans l'architecture même du régime. La CCID, les inspections, les commissions disciplinaires et les mécanismes de supervision fournissent au *Centre* une strate de contrôle placée au-dessus des appareils existants.

La purge change de statut et bénéficie d'un gain de fonction. D'un outil exceptionnel de reconquête, elle devient un mécanisme intégré à la reproduction normale du pouvoir. La stabilité recherchée ne repose plus sur l'absence de crise, mais sur la capacité du *Centre* à ouvrir, conduire et refermer chaque séquence de rectification sans perdre la maîtrise du processus. La succession entre dans la catégorie des crises et des enjeux majeurs dont le recours à la purge peut s'avérer nécessaire, mais elle n'est pas la seule et n'apparaît pas comme sa finalité immédiate.

Mises en perspective

La massification des purges sous Xi Jinping et leur changement d'échelle accompagnent-ils une transformation de la nature même du pouvoir ? Le précédent stalinien fournit à cet égard un point de comparaison utile, précisément parce que la purge y change, elle aussi, progressivement de fonction.

Iossif Vissarionovitch Staline utilise les purges avant la Grande Terreur. À la fin des années 1920 et au début des années 1930, l'élimination des oppositions internes, les campagnes contre les cadres jugés déviants et la répression associée à la collectivisation accompagnent déjà la consolidation de sa dictature personnelle. Au milieu de la décennie, le régime est donc largement autoritaire et centralisé autour de lui. L'assassinat de Sergueï Kirov en décembre 1934 ⁽¹⁾ entraîne avec lui les procès de Moscou à partir de 1936 puis la Grande Terreur de 1937-1938, qui font changer la purge d'échelle et de fonction. Elle atteint désormais massivement le Parti, l'administration, l'armée et différentes catégories de la société soviétique. En changeant d'échelle, les purges recomposent également la structure des élites. Les purges ouvrent simultanément des milliers de positions à une génération nouvelle. L'ascension de ces cadres dépend beaucoup plus directement du système créé sous Staline. Après 1936-1938, la domination personnelle de Staline sur le Parti atteint une profondeur différente de celle du début de la décennie.

La trajectoire observée sous Xi Jinping présente une dynamique comparable. En 2012, les campagnes anticorruption s'élargissent rapidement aux provinces, aux entreprises publiques, à la finance, aux organes centraux, aux appareils de sécurité et à l'APL. Comme nous l'avons vu, en changeant de dimension, elles acquièrent une infrastructure permanente propre et produisent un renouvellement cumulatif des élites. Chaque éviction libère une position, rompt une chaîne de dépendance et accélère la promotion de responsables sélectionnés dans l'architecture reconstruite sous Xi Jinping. Entre 2023 et 2026, l'extension des enquêtes jusqu'au sommet de la CMC transforme une succession d'affaires en recomposition du haut commandement. À une tout autre échelle de violence, la purge retrouve alors certaines fonctions des grandes purges stalinienne : écartier des responsables puissants et accélérer le renouvellement des élites.

Le rapprochement devient plus intéressant au moment où le pouvoir semble vouloir refermer cette phase. En Union soviétique, la Grande Terreur est progressivement arrêtée à partir de l'automne 1938 : la direction reprend en main l'appareil répressif après une période d'expansion exceptionnelle de la violence et ouvre une phase différente du stalinisme. La terreur ne disparaît pas avec la fin de la campagne de masse de 1937-1938. Celle-ci s'achève, mais les transformations qu'elle a imposées aux institutions et aux élites restent durablement incorporées au régime.

Comme décrit précédemment, à l'été 2026, Pékin produit lui aussi un récit de sortie de crise. Après les vagues successives d'évictions militaires, les textes officiels présentent l'APL comme rectifiée, politiquement restaurée et remise sur la trajectoire de sa « modernisation ». Les organes de contrôle, les inspections et la lutte anticorruption demeurent cependant en place. La campagne peut ainsi être déclarée achevée tandis que ses instruments et les transformations qu'elle a produites deviennent permanents. Chez Staline, le changement d'échelle de la purge entre 1936 et 1938 accompagne le passage à une forme de domination plus profonde : extension de la terreur à la société, concentration extrême de l'autorité et projection universelle d'une idéologie appelée à organiser l'ensemble de l'espace politique et social. La purge participe à la constitution du régime totalitaire stalinien tel qu'il fonctionne à la fin des années 1930. Sous Xi Jinping, plusieurs évolutions semblables se combinent, sans perdre de vue les limites du parallèle avec le précédent stalinien. La massification de la discipline depuis 2012, la pénétration accrue du Parti dans l'État et la société, la centralisation du commandement, l'extension des mécanismes de surveillance et la permanence de la « rectification » peuvent, prises isolément, être décrites comme autant de sous-produits d'un régime de type « autoritaire ». Leur combinaison produit cependant une superstructure politique capable de coiffer les appareils existants. Cette articulation constitue un fait nouveau. L'été 2026 pourrait marquer le moment où cette superstructure devient un objet politique à part entière, doté de sa propre logique de fonctionnement et susceptible de survivre aux circonstances particulières qui ont présidé à sa formation.

(1) Sergueï Kirov (1886-1934), membre du Politburo et premier secrétaire du Parti à Leningrad, est assassiné le 1er décembre 1934. Staline utilise immédiatement ce meurtre pour justifier un durcissement de la répression, qui ouvre la voie aux procès de Moscou puis à la Grande Terreur de 1937-1938 ; les circonstances exactes et l'éventuelle implication de Staline dans l'assassinat restent débattues par les historiens.



Redistribution des pouvoirs

Si une nouvelle superstructure de pouvoir s'est effectivement constituée sous Xi Jinping, sa transmission posera une question très concrète : qui en contrôlera les principaux points d'appui au sein de l'État, du Parti et dans l'APL ? L'histoire de la République populaire de Chine offre, à cet égard, une combinatoire spécifique entre trois postes d'autorité : le secrétariat général du PCC, la présidence de la République et la présidence de la CMC. Leur cumul, aujourd'hui identifié à la position suprême, n'a pourtant rien d'immuable. Depuis 1949, ces fonctions ont été réunies, dissociées ou transmises selon des calendriers différents, produisant plusieurs configurations de pouvoir et plusieurs formes de transition.

En 1959, Mao Zedong abandonne la présidence de la République à Liu Shaoqi (1) tout en conservant la direction du PCC et son autorité militaire. Liu devient le chef de l'État et acquiert une visibilité institutionnelle importante, tandis que Mao reste le centre politique du régime. Cette configuration finit tragiquement pendant la Révolution culturelle, mais la dissociation entre représentation de l'État et direction politique suprême entre dans l'histoire institutionnelle chinoise. L'ère du Petit Timonier, Deng Xiaoping, fournit une autre combinaison. Deng exerce le rôle de dirigeant suprême sans occuper durablement la présidence de la République ni le secrétariat général du Parti. Son autorité repose notamment sur ses réseaux et, jusqu'en 1989-1990, la présidence des commissions militaires. Jiang Zemin crée ensuite deux précédents successifs. De 1989 à 1993, il dirige le Parti et la CMC avant de recevoir la présidence de la République. À partir de 2002, il abandonne le secrétariat général à Hu Jintao puis la présidence de l'État en 2003, tout en conservant la CMC jusqu'en septembre 2004. La transmission Hu-Jiang montre donc qu'une dissociation temporaire du Parti, de l'État et de l'armée peut elle-même servir de dispositif de transition. Le cumul des trois fonctions par une seule personne s'est véritablement normalisé à partir de Jiang Zemin en 1993, puis sous Hu Jintao et Xi Jinping. L'histoire de la RPC offre ainsi davantage de combinaisons que l'image actuelle d'une « trinité » intangible pourrait le laisser penser.

L'hypothèse Cai Qi

Dans ce contexte, une hypothèse mérite d'être posée : le XXI^e Congrès de 2027 pourrait ouvrir une phase de transition sans ouvrir immédiatement une succession. Xi Jinping conserverait alors les deux fonctions qui déterminent directement le contrôle du régime : le secrétariat général du PCC et la présidence de la CMC. La présidence de la République pourrait être transférée à Cai Qi lors de la session de l'ANP de mars 2028 (2). La Constitution prévoit en effet que le président est élu par l'ANP, pour une durée correspondant au mandat de celle-ci, et lui confie principalement les actes formels d'État et la représentation internationale. Sa position actuelle – il est membre du Comité permanent du BP, membre du Secrétariat, directeur du Bureau général du Comité central et président de l'École centrale du Parti – le place au contact rapproché de l'agenda de Xi Jinping, de la coordination des organes centraux et de la formation des cadres.

Durant cette phase, Cai Qi deviendrait un président-relais, ou un dépositaire de la transition, davantage qu'un successeur pleinement installé. Tout en opérant dans un environnement politique profondément différent, cette configuration rappellerait institutionnellement le montage Mao-Liu de 1959 par la dissociation entre chef de l'État et chef du Parti.

Le principal intérêt pour Xi Jinping serait de commencer à dissocier sa personne de l'ensemble de l'architecture institutionnelle tout en conservant les deux leviers décisifs. La nouvelle présidence donnerait à Cai Qi une dignité propre, une fonction diplomatique permanente et la représentation formelle de la continuité de l'État ; Xi Jinping conserverait les moyens d'arbitrer le BP, contrôler l'armée et encadrer la sélection de la génération suivante. La période 2028-2032 deviendrait alors une phase d'observation. Cette dissociation deviendrait aussi un instrument permettant de révéler le jeu des comportements successoraux. Ce scénario, parmi d'autres, deviendrait beaucoup plus convaincant si Cai Qi conservait parallèlement une fonction opérationnelle dans le Parti. Une présidence associée au Secrétariat lui donnerait une capacité réelle de coordination de l'appareil, la seule présidence ayant essentiellement une valeur de représentation.

(1) Liu Shaoqi (1898-1969), haut dirigeant du PCC, devient président de la République en avril 1959 après Mao Zedong. Tombé en disgrâce pendant la Révolution culturelle, il est destitué en 1968 et meurt en détention en 1969.

(2) Né en décembre 1955, Cai Qi aurait 72 ans au moment de l'ANP de 2028.

La combinaison retenue en 2027-2028 permettra, en outre, de mesurer le degré réel d'autonomisation de la superstructure construite sous Xi Jinping. Le maintien du cumul des trois fonctions indiquerait que le système reste encore dépendant de son fondateur pour en assurer la cohérence ; leur dissociation contrôlée signalerait au contraire que le *Centre* estime pouvoir commencer à transférer certaines fonctions sans perdre la maîtrise du processus engagé.

Quelle fonction pour la purge entre 2027 et 2032 ?

Une transition de ce type constituerait le premier véritable test de l'institutionnalisation de la purge. La cartographie des réseaux et la police politique, jusqu'ici utilisées surtout de manière curative pour corriger des rapports de force déjà constitués, pourraient alors être employées de façon préventive afin d'empêcher leur cristallisation autour d'un prétendant ou d'un nouveau centre d'autorité.

Avant 2032, les purges pourraient servir à neutraliser des regroupements successoraux prématurés, à écarter des cadres investissant trop ouvertement dans un candidat ou à empêcher qu'une administration, une province ou une composante militaire ne devienne la base privilégiée d'un prétendant. L'objectif consisterait à maintenir la compétition suffisamment ouverte pour que le *Centre* conserve la capacité de décider du moment et du bénéficiaire de la transmission.

Déjà utilisée à cette fin, la purge pourrait avoir pour autre fonction majeure d'accélérer le renouvellement des élites. Une succession exige l'émergence d'une nouvelle génération de responsables, placés à des postes où leurs capacités et leurs loyautés peuvent être éprouvées. Les évictions libèrent des positions et raccourcissent les temporalités ordinaires des carrières. La purge peut ainsi accélérer la recomposition générationnelle du Bureau politique, de l'administration et du haut commandement.

Enfin, sa fonction narrative se verrait renforcée. Une transition contrôlée devra apparaître, dans un contexte où l'actualité politique chinoise est scrutée par les médias du monde entier, comme un processus ordonné de renouvellement et non comme le résultat d'une lutte de « factions », sauf à mettre celle-ci en scène pour nourrir notre propre imaginaire. Les évictions pourraient continuer d'être mises en récit comme des corrections disciplinaires individuelles tandis que la réorganisation systémique du sommet resterait largement hors champ. La purge contribuerait alors à séparer publiquement la continuité de l'État de la compétition politique qu'implique nécessairement la succession.

Lorsque la purge sort de sa boîte noire

Nous avons jusqu'ici traité la purge comme un instrument de gouvernement intérieur. Son institutionnalisation lui donne, en théorie, une portée plus étendue. Une enquête peut tout aussi bien cibler les rapports de force qui participent à la définition puis à l'exécution d'une politique donnée. Taïwan, la compétition stratégique avec les États-Unis, le nucléaire, l'espace, le cyber ou la modernisation de l'outil militaire constituent autant de domaines où une purge pourrait produire des effets stratégiques. Cependant, nous n'avons rencontré jusqu'ici aucun élément permettant d'affirmer que les purges engagées sous Xi Jinping ont été déclenchées pour imposer une orientation de politique extérieure contre une autre. Une telle hypothèse supposerait d'ailleurs l'existence, au sein du Parti-État, de lignes concurrentes suffisamment structurées pour porter des options stratégiques distinctes, ce qui paraît difficile à concilier avec le degré de contrôle exercé par le *Centre* depuis les réformes de 2018 et les recompositions engagées à partir de 2023.

L'angle n'en mérite pas moins une analyse spécifique, à condition de disposer d'informations fiables et recoupées. Un appareil disciplinaire suffisamment puissant peut, en théorie, écarter les responsables associés à une option et promouvoir ceux qui en portent une autre. La purge sortirait alors de sa fonction de police du système pour devenir aussi un instrument permettant au *Centre* de modifier, par les hommes et les appareils, certaines grandes orientations de politique extérieure. Ce mécanisme n'aurait rien d'inédit dans l'histoire des régimes non démocratiques. Il constituerait en revanche un changement de registre dans l'usage que nous avons jusqu'ici identifié sous Xi Jinping. Cette possibilité dépend toutefois de celui qui conserve la maîtrise de l'instrument. La superstructure de contrôle construite sous Xi Jinping (CCID, CNS, appareils disciplinaires spécialisés, notamment dans l'APL) vise précisément à concentrer au niveau central la capacité de



détecter de tels écarts. Son institutionnalisation devrait, en théorie, rendre la purge moins dépendante des rapports de force informels qu'elle ne l'était dans les systèmes où plusieurs appareils pouvaient simultanément s'en saisir. Une véritable succession fournirait donc un test décisif : le dispositif peut-il continuer à fonctionner comme instrument du *Centre* lorsque la personne qui en garantit aujourd'hui l'unité commence à se retirer ?

Deux évolutions deviennent alors possibles. Si cette architecture conserve son unité, la purge peut rester un instrument centralisé pendant la succession et contribuer elle-même à en contenir les luttes. Si, au contraire, la compétition successorale fragmente l'autorité qui commande les organes de contrôle, le *Centre* risque de perdre ce qui constitue aujourd'hui l'une des propriétés essentielles du dispositif : le monopole de la purge.

Plusieurs acteurs pourraient alors chercher à mobiliser les mêmes procédures à des fins différentes. La purge institutionnalisée dysfonctionnerait et se retournerait contre sa fonction initiale. Un premier dysfonctionnement serait de nature politique. Les dossiers accumulés par les organes disciplinaires constituent une ressource à charge explosive. Une fragmentation du *Centre* pourrait transformer l'appareil chargé de neutraliser les factions en instrument de compétition entre celles-ci. La purge cesserait d'être la police des sous-bases pour devenir l'une des ressources permettant à ces sous-bases de s'affronter. La multiplication des enquêtes pourrait, ensuite, encourager la rétention d'information et, in fine, générer une nécrose organique, une « automutilation » que le *Centre* cherche justement à éviter. Dans ce cas de figure, les « branches » ne repousseraient pas ; le *Centre* conserverait alors un appareil plus docile au prix d'une information moins fiable, d'une prise d'initiative plus faible et d'une capacité d'exécution dégradée. Un troisième risque, de type nécrophage, verrait l'appareil de purge suffisamment puissant finir par atteindre ceux qu'il a lui-même promus, puis ceux qui ont été chargés de surveiller et d'éliminer les précédents. Les événements de 2025-2026 en portent déjà certains stigmates. Des généraux promus sous Xi Jinping dans l'architecture militaire réformée sont à leur tour évincés, tandis que l'appareil disciplinaire soumet explicitement ses propres personnels au principe selon lequel « ceux qui font respecter la discipline doivent d'abord la respecter eux-mêmes » (1).

La purge commence alors à consommer les personnels qu'elle avait contribué à sélectionner. Le précédent stalinien, jusqu'à l'élimination de lejov après la Grande Terreur, montre le point extrême d'une dérive totalisante : l'appareil de purge finit par inclure dans son propre champ ceux qui l'ont fait fonctionner (2).

La purge : notre instrument, votre problème

Une question découle de ce qui précède : la purge est-elle transmissible ? Tant que Xi Jinping en détient le monopole, son usage demeure contrôlable parce que l'institution et son maître se confondent largement au sommet. L'enjeu de 2027-2032 sera de savoir si ce monopole peut désormais être détaché de sa personne et demeurer attaché au sommet du régime. S'il survit à son fondateur, la purge institutionnalisée apparaîtra comme l'un des éléments constitutifs du système qu'il lègue. S'il se fragmente avec la succession, elle révélera combien cette architecture demeurait personnelle.

Enfin, l'usage extensif et institutionnalisé de la purge prend une autre signification lorsqu'il est replacé dans la trajectoire internationale de la Chine. Il peut être compris comme l'un des mécanismes par lesquels le *Centre* cherche à disposer d'appareils suffisamment disciplinés pour concentrer rapidement des ressources et les orienter vers les objectifs qu'il définit. Cette fonction reste intérieure dans ses procédures, mais à mesure que la Chine accroît son influence technologique, industrielle et institutionnelle dans le monde, la capacité du *Centre* à rectifier ses propres appareils devient aussi une capacité à soutenir dans la durée un modèle de puissance expansionniste. La purge cesse alors d'être seulement une affaire de politique intérieure. En d'autres mots, elle devient aussi notre affaire. La purge institutionnalisée apparaîtrait alors comme l'un des symptômes d'une transformation plus large : celle d'un système politique organisé pour convertir le contrôle intérieur en capacité de mobilisation stratégique.

(1) « 始终做党和人民的忠诚卫士 », Commission centrale d'inspection de la discipline du PCC et Commission nationale de supervision, 17 février 2022, [disponible ici](#).

(2) Nikolai lejov (1895-1940), commissaire du peuple aux Affaires intérieures et chef du NKVD de 1936 à 1938, dirige l'appareil répressif au plus fort de la Grande Terreur, au point que la période est parfois appelée *lejovchtchina*. Écarté à l'automne 1938 lorsque Staline met fin à la phase la plus intense des purges, il est arrêté en 1939 puis exécuté le 4 février 1940.

Les nouvelles frontières de la gouvernance par la purge

Le 25 août 2026, un projet de loi sur la lutte contre la corruption transfrontalière est soumis pour la première fois au Comité permanent de l'ANP (1). Le texte fait monter d'un cran l'institutionnalisation de l'anticorruption chinoise en inscrivant les pratiques développées au cours de la décennie précédente dans un « système juridique complet relatif à l'anticorruption dans les affaires étrangères » (系统完备的反腐败涉外法律体系). Cette évolution prolonge parallèlement l'action extérieure de la CCID et de la CNS, qui articulent les enquêtes, la poursuite des avoirs, la coopération bilatérale et multilatérale, notamment dans le cadre de la construction d'une « Route de la soie propre » (廉洁丝绸之路). Début 2026, la CCID-CNS indiquait que la Chine avait signé dans ce domaine des documents de coopération avec plus de 150 États et une trentaine d'organisations internationales (2).

La loi sur la supervision confie depuis 2018 à la CNS la coordination de la coopération internationale anticorruption, notamment en matière d'extradition. Son action avait toutefois commencé avec les opérations *Fox Hunt* puis *Sky Net* qui ont donné, dès 2014-2015, une traduction opérationnelle à la poursuite internationale des fugitifs chinois et des capitaux transférés à l'étranger (3).

Depuis quelques années, les textes officiels élargissent toutefois le registre au-delà de la seule poursuite des fugitifs, en parlant de « gouvernance de la corruption transfrontalière » (跨境腐败治理), une formulation troublante et ambiguë car elle désigne désormais l'organisation durable d'un ensemble de mécanismes de prévention, de surveillance, de coopération et de sanction au-delà du territoire national. Si l'attelage à double face CCID-CNS constitue en premier lieu une superstructure permettant au Centre de surveiller les appareils du Parti et de l'État, le nouveau projet de loi contribuerait à lui donner un champ d'action bien plus étendu. Entreprises, capitaux et programmes chinois s'internationaliseraient sans que Pékin entende voir apparaître, à la faveur de cette projection, des espaces dans lesquels sa capacité de surveillance et de contrôle se diluerait.

Ce mouvement s'inscrit dans une construction plus générale du système de « gouvernance juridique extérieure » (涉外法治), un dispositif juridique relatif aux affaires étrangères développé depuis le début des années 2020. Pékin veut explicitement coordonner le droit intérieur et le droit applicable aux relations extérieures, et enrichir sa « boîte à outils » juridique dans les rapports de force internationaux. Ainsi, un droit spécifique de l'anticorruption transfrontalière se construit progressivement, permettant au corpus du droit chinois général de trouver un relais de croissance. À l'intérieur, le Parti combat les « cliques », les réseaux et les groupes susceptibles de constituer des foyers de pouvoir autonomes. À l'extérieur, Pékin dénonce les « petits cercles », les « blocs exclusifs », le découplage et les ruptures de chaînes, tout en construisant ses propres réseaux de relations, notamment les « groupes d'amis » (*Group of Friends*) dans les enceintes multilatérales. Plus les liens avec la Chine sont nombreux, plus une décision unilatérale chinoise d'en interrompre certains peut devenir coûteuse. L'inclusion et l'exclusion forment alors les deux faces d'une même ingénierie relationnelle. La purge peut, sous cet angle, recevoir une définition plus large que l'éviction d'un responsable amené à occuper de plus hautes fonctions dans un appareil. Elle aide à déterminer qui demeure à l'intérieur d'un réseau, qui en est retranché, quelles relations sont interrompues et dans quelles conditions une réintégration reste possible. À l'intérieur du régime, cette opération porte sur les fonctions, les carrières, ainsi que l'accès aux centres de décision. À l'extérieur, elle peut porter sur les capitaux, les technologies, les chaînes de valeur ou les réseaux politiques auxquels la puissance chinoise donne accès.

Dans les cas les plus graves, l'exclusion du Parti s'apparente à une forme d'excommunication politique : l'individu est retranché de la communauté dont procédaient son statut, ses relations et son pouvoir. La logique ressemble également à celle d'un passage au purgatoire. La mise à l'écart et la « rectification » peuvent précéder une réintégration sous conditions. Le parcours de Jack Ma, le fondateur emblématique d'Alibaba, en fournit une illustration hors du champ disciplinaire proprement dit. Membre du PCC depuis ses années universitaires, il n'avait pas fait de cette appartenance un élément

(1) « 反跨境腐败法草案首次提请全国人大常委会会议审议 », agence Xinhua, 25 août 2026, [disponible ici](#).

(2) « 纪检监察工作高质量发展取得新进展新成效 | 不断铲除腐败滋生的土壤和条件 », Commission centrale d'inspection de la discipline du PCC et Commission nationale de supervision, 6 janvier 2026, [disponible ici](#).

(3) Lancée en 2014 par le ministère de la Sécurité publique, *Fox Hunt* (猎狐行动) vise les suspects de crimes économiques et de corruption réfugiés à l'étranger. À partir de 2015, *Sky Net* (天网行动) élargit le dispositif en coordonnant poursuite des fugitifs, récupération des avoirs, lutte contre les transferts financiers clandestins et coopération internationale.



central de son image publique. Celle-ci devient largement connue en 2018 lorsqu'une liste officielle le présente explicitement comme membre du Parti (1). Le 24 octobre 2020, lors du *Bund Summit* de Shanghai, Jack Ma critique vertement le système de régulation financière et dénonce notamment la « mentalité de prêteur sur gages » (当铺思想) fondée sur le nantissement et les garanties (2). Quelques jours plus tard, les régulateurs convoquent les dirigeants d'Ant Group et la Bourse de Shanghai suspend son introduction. Ant est restructuré sous supervision réglementaire, et Jack Ma renonce ensuite au contrôle du groupe. Il disparaît ensuite largement de la scène publique pendant plusieurs mois, avant une première réapparition par visioconférence en janvier 2021, puis en mars 2023. Son retour dans l'espace public a largement été interprété en Chine comme une réhabilitation probatoire décidée par le *Centre*.

Le « gouvernement par la purge » pourrait désigner plus largement à l'avenir une maîtrise politique des frontières du pouvoir : intégrer, exclure, isoler ou reconnecter les acteurs afin de transformer les rapports de force. Un mode de gouvernement forgé autour de la capacité de définir le dedans et le dehors, puis d'utiliser l'exclusion comme instrument discrétionnaire est-il en train d'accompagner l'expansion internationale de la Chine ? Le projet de loi anticorruption transfrontalière d'août 2026 ne suffit évidemment pas à répondre à cette question. Mais après avoir institutionnalisé à l'intérieur un appareil de surveillance et d'exclusion, le Parti-État se donne progressivement les moyens doctrinaires, organisationnels et juridiques de suivre ses acteurs et ses « intérêts nationaux » au-delà du territoire national. Le *rule by purge* était un problème de gouvernement chinois ; sa projection dans les réseaux mondiaux en ferait une question géopolitique.

(1) « 关于改革开放杰出贡献拟表彰对象的公示 », site d'information du Parti communiste chinois, 26 novembre 2018, [disponible ici](#).

(2) « 马云：中国的金融当铺思想严重，喜欢给不需要钱的企业贷款 », *The Paper*, 24 octobre 2020, [disponible ici](#).

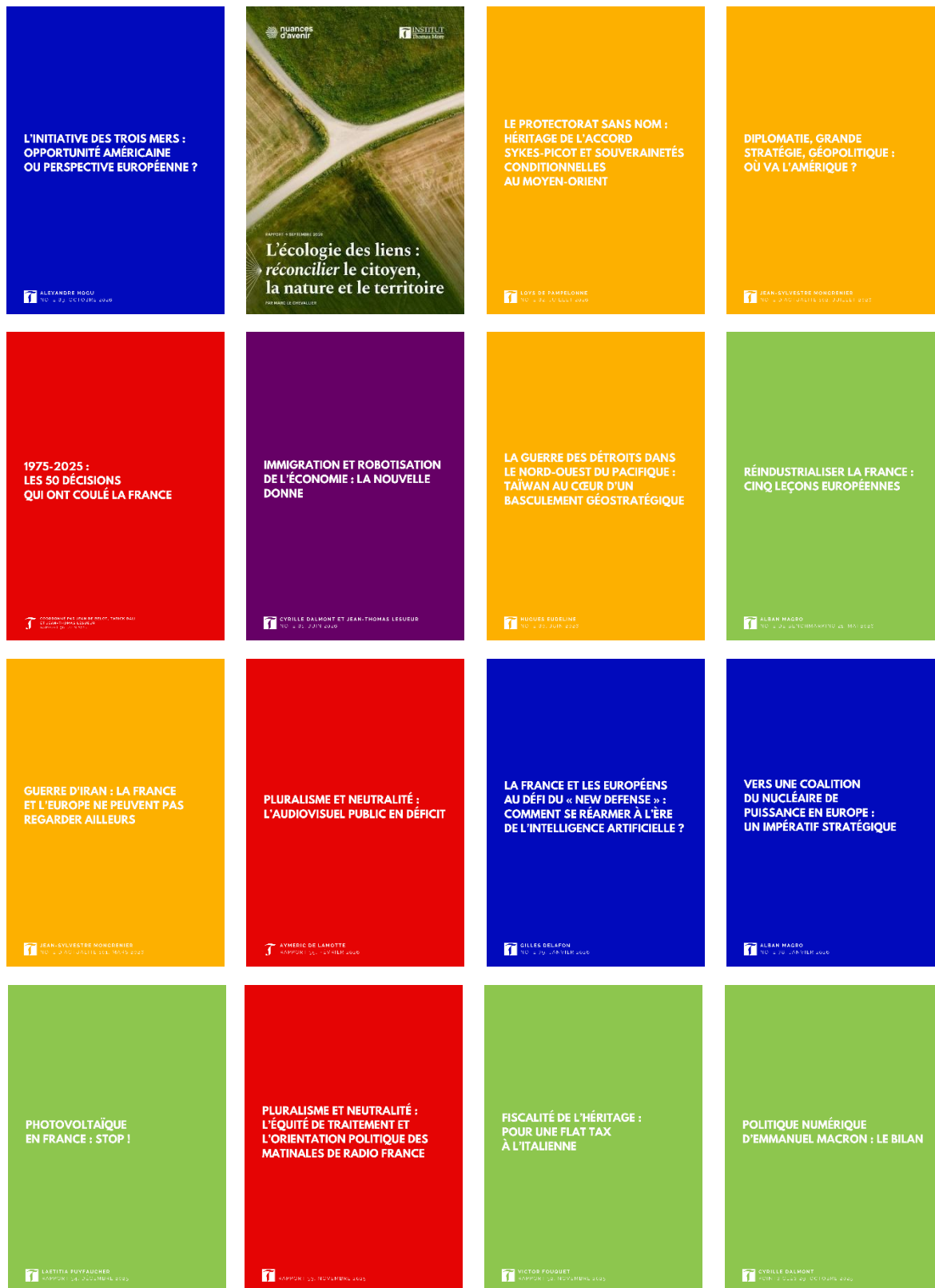


Liste des sigles

- ANP** • Assemblée nationale populaire
- APL** • Armée populaire de libération
- BP** • Bureau politique
- CCID** • Commission centrale d'inspection de la discipline
- CCTV** • Télévision centrale de Chine
- CMC** • Commission militaire centrale
- CNS** • Commission nationale de supervision
- MSP** • Ministère de la Sécurité publique
- PAP** • Police armée du Peuple
- PCC** • Parti communiste chinois
- PCUS** • Parti communiste de l'Union soviétique
- SOE** • *State-owned enterprises* (entreprises d'État)

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications sur notre site





Programme Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le **Programme Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement la provenance.

